la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Numéro 525 — Nouvelle série n° 224 **MARS 1967 — Prix : 2,50 F**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois	13 F
Un an	25 F

EXTERIEUR

Six mois	16 F
Un an	30 F

Le numéro : 2,50 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la rédaction et l'Administration à la

REVOLUTION PROLETARIENNE
21, rue Jean-Robert, Paris 18e
Téléphone : 607 02-06

PERMANENCES
le lundi, de 15 h à 18 h ; les mercredi et jeudi, de 16 à 19 h ; les samedi à partir de 15 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèque postal
REVOLUTION PROLETARIENNE 734-99 Paris

Sommaire du N° 525 - Mars 1967

ENTRE NOUS...

Les questions que nous avons à discuter « entre nous » aujourd'hui appartiennent à deux ordres de considérations. Elles ne sont pas cependant sans liaison.

Les premières concernent les finances de notre revue. Elles reviennent très souvent ici. Certains camarades pourraient même trouver lancinante la façon que nous avons d'y revenir. Comment voulez-vous qu'il en soit autrement ? « Boucler » techniquement un numéro, c'est plus facile, bien que cela n'aille pas toujours sans difficultés, que de le « boucler » financièrement.

Au moment où nous faisons ce numéro, nous avons « bouclé » financièrement l'année 66. Mais les numéros de janvier et de février 67 sont encore à payer. Deux numéros de retard, c'est de trop. Notre régime normal de croisière — et il dure depuis quarante-trois ans — c'est : un numéro de retard. Il est temps de mettre de l'ordre dans nos finances.

Comment expliquer ce retard ? Le nombre de nos abonnés n'a pas diminué. Il n'a pas augmenté non plus, à vrai dire. Les nouveaux abonnés comblent difficilement les vides creusés par l'âge, chez les anciens. Nous avons sans doute trop tardé à augmenter le prix de l'abonnement, alors que, inexorablement, le montant des factures de notre imprimeur croissait avec régularité.

Le mois de mars et le mois d'avril sont normalement des mois d'assez fortes rentrées : la revue a recommencé à paraître en mars 47. Cela fait donc vingt ans. C'est encore aux abonnés fidèles que nous faisons appel. Que, dans toute la mesure où ils le pourront, ils gonflent un peu leur versement. Alors, ce sont toujours les mêmes qui payent ? Eh oui ! ce sont toujours les mêmes. Ce n'est jamais en vain que nous les avons sollicités. Cette fois encore, nous le faisons avec une insistance qu'ils comprendront.

Il vaudrait mieux faire de nouveaux abonnés, diront certains, probablement ceux-là mêmes qui mettront la main à leur poche.

C'est là que nous rejoignons le deuxième ordre de considérations. Sans doute la propagande individuelle, la prospection de chacun dans le cercle de ses amis et connaissances, sont nécessaires. Ce sont elles qui nous permettent de tenir. Mais aujourd'hui le problème n'est plus là seulement. Il faut renouveler, rajeunir la revue elle-même. Non pas pour changer son orientation générale, nous l'espérons bien. Mais dans son équipe rédactionnelle et administrative et, peut-être en conséquence, dans son style. Ce sang nouveau, nous en avons besoin.

Mais nous rabâchons, direz-vous. Aujourd'hui pourtant nous voulons donner un contenu concret à une proposition trop souvent renouvelée. Certes, toute notre revue est une tribune libre pour militants syndicalistes. Mais nous voudrions offrir aux jeunes une page d'abord (ou deux) où ils auraient pleine liberté d'écrire et, au besoin, de nous scandaliser.

Deuxième appel : il y a, non seulement dans la Loire, mais dans la Haute-Garonne, dans la Gironde, dans les Deux-Sèvres, des militants syndicalistes, souvent déjà groupés, qui sont abonnés et amis de la « R.P. » et qui attendent peut-être qu'on la leur apporte sur un plat. Qu'ils la prennent donc, c'est-à-dire qu'ils prennent, dans ses rubriques, dans ses informations, dans ses commentaires de la vie ouvrière réelle, et aussi dans son travail de diffusion, la part qui leur revient et que nous leur offrons.

La discussion est ouverte sur ces deux propositions. Une réunion nationale pourrait peut-être lui donner une fin pratique. C'est une troisième proposition. Allons ! nous écoutons déjà les échos parmi les jeunes, tous les jeunes, de dix-huit à soixante ans (heureusement pour la « R.P. » actuelle que ce n'est pas une limite !).

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

La lutte de classe n'attend pas

Tous les feux de l'information ont été braqués sur la campagne électorale. Même en lui donnant toute l'importance qu'on voudra, compte tenu de l'enjeu : consolidation ou non d'un pouvoir bonpartiste derrière lequel s'installe le capitalisme d'Etat et sa classe d'organisateurs, on conviendra que la lutte propre de la classe ouvrière s'y trouve quelque peu perdue, amalgamée à d'autres batailles qui ne sont pas toutes d'avant-garde.

Mais la lutte de classe, au niveau des entreprises moyennes et grandes, n'attend pas : les conflits entre patronat et salariés sur la sécurité de l'emploi, la garantie du salaire, la durée et les conditions du travail ont provoqué, pendant tout ce mois de mobilisation politique, de nombreuses grèves dans plusieurs industries et régions du pays. Trois d'entre elles au moins doivent être mises en évidence : celle des usines Dassault, de Bordeaux ; la grève des « mensuels » de la métallurgie de Saint-Nazaire, et, au premier plan, l'ardente bataille unitaire des travailleurs de la grande firme lyonnaise Rhodiacéta.

On peut estimer que la première de ces grèves s'est terminée par une victoire : les ouvriers n'ont repris le travail qu'avec tous leurs délégués et militants que la direction voulait laisser à la porte. Le directeur a été « démissionné » et remplacé. Bel exemple de solidarité ouvrière, et nouvel exemple de bagarre et de rivalité au sein de la technocratie. Quand on n'a pas réussi à vaincre la main-d'œuvre en rébellion, l'un de ces messieurs doit payer les frais. La même opération a eu lieu à la société « Le Nickel » de Nouvelle-Calédonie dont nous avons eu l'occasion de parler dans ces colonnes. Le directeur local n'ayant pu venir à bout de la révolte ouvrière qu'il avait provoquée, on lui a dépêché un remplaçant de Paris.

Il faut dire que les grévistes de l'usine bordelaise de Dassault ont probablement été aidés par la campagne électorale : M. Chaban-Delmas tenait à se montrer « social » dans son département de Gironde, et, si éloigné qu'il fût de son fief, M. Dassault, député-fantôme de Beauvais, un des plus beaux profiteurs et des plus beaux ornements du régime ébranlé, ne tenait pas à prendre figure de patron de combat.

Quant aux trois mille mensuels de la métallurgie de Saint-Nazaire, leur mouvement mérite notre intérêt et notre solidarité, dans la mesure où, par cette grève quasi-unanime d'une catégorie ouvrière ayant accédé aux échelons « tranquilles » de la hiérarchie, il manifeste leur existence revendicative avec les arguments et les moyens du prolétariat.

La grève de Rhodiacéta

Partie de Besançon, la grève de cette grande entreprise de textile artificiel et de chimie, s'est étendue à toutes les usines de la firme de la banlieue lyonnaise, Vaise, Vénissieux, Belle-Etoile, et Péage-de-Roussillon, dans l'Isère. Cela a représenté 14.000 travailleurs en grève, avec partout des piquets de grève efficaces et, à Besançon, l'occupation des usines.

La revendication initiale est la garantie d'un minimum de ressources malgré la réduction des horaires. On peut déjà s'étonner de cette « récession » dans une des plus grandes entreprises du pays et dans une industrie d'avant-garde. Quoi qu'il en soit, ce sont les ouvriers de Besançon auxquels on demandait d'en faire les frais. Ils ne l'ont pas accepté et, à l'appel des trois organisations, C.G.T., C.F.D.T., F.O., ils ont solidairement cessé le travail. Cette solidarité s'est bientôt élargie aux autres usines de la firme, en même temps que le cahier de revendications prenait un contenu général. Etaient mises en avant les revendications qui sont celles de tous les travailleurs de ce pays, en retard sur leurs camarades du Marché Commun : augmentation des salaires ; diminution progressive de la durée hebdomadaire du travail ; protection des délégués syndicaux.

Au moment où ces lignes sont écrites, c'est-à-dire au lendemain de ce 12 mars qui vit, sur le terrain électoral, le désarroi des troupes impériales, le conflit n'est pas résolu. La lutte continue. Se terminera-t-elle dans l'isolement ?

A une grève locale donner une ampleur nationale

Cette grève de la Rhodiacéta qui, répétons-le, défend des revendications qui intéressent toute la classe ouvrière, faudra-t-il qu'elle prenne fin comme la grève Peugeot, il y a deux ans, qui posait déjà fermement la réduction du temps de travail ? Voilà l'occasion et le temps, pour les centrales syndicales, de renouveler leur tactique de lutte, si elles en ont vraiment l'intention. Une grève locale, ou régionale, ou industrielle, peut devenir un combat « d'ampleur nationale », pourvu que les objectifs de la lutte soient connus de tout le pays travailleur ; qu'il prenne conscience que ces buts sont les siens ; qu'on fasse appel à sa solidarité, notamment financière ; que le pays ouvrier soit ému par cette lutte partielle ; qu'elle en devienne ainsi la bataille de tous ; qu'elle passe sur le plan supérieur ; que les combattants d'avant-garde ne se sentent pas isolés ; que leur grève en acquière une « ampleur nationale » et, quelquefois (pourquoi pas ?) internationale. Cette sorte de mobilisation générale autour d'une grève limitée ne vaudrait-elle pas mieux que ces journées « nationales » confuses dans leurs mots d'ordre et finalement dérisoires que les états-majors, pour le moment unis, de la C.G.T. et de la C.F.D.T. nous ont offertes pendant toute la dernière période et dont « l'ampleur nationale » ne peut plus impressionner personne.

Si nous disons que cette tactique de solidarité active avec une grève localisée, est nouvelle, nous ferions rire les vieux militants et même les jeunes qui connaissent l'histoire vraie du mouvement ouvrier et qui savent, par conséquent, que les grèves de Fougères, ou du Havre, ou d'autres en des temps moins éloignés sont devenues des moments de la

lutte ouvrière pour le bien-être et la liberté. Au surplus, j'ai entendu défendre cette tactique, dans un congrès syndical récent, et par un militant dit « responsable ». Ne serait-ce pas le temps de la voir mettre en pratique, non pas systématiquement, certes, mais quand cela apparaît à la fois possible et utile ? Voilà le moyen de briser le mur que la confédération patronale, les grands technocrates du secteur public, et le pouvoir autoritaire, dressent, jusqu'ici avec efficacité, contre la lutte ininterrompue des ouvriers, motrice du progrès social.

Et la révolution ?

Sous ce même titre, avec le même point d'interrogation, **« L'Ecole Emancipée »** du 4 mars publie un important article du camarade Gaston Grange, du Rhône. Celui-ci se livre, même si cela, dit-il, doit déranger « certaines de nos habitudes de voir ou de penser », à une analyse du « capitalisme du XXe siècle » et de la situation du « travailleur intégré » qui ne semble plus remettre en cause le régime lui-même ; qui en serait, en quelque sorte, comme l'ombre.

On serait tenté de dire : enfin ! Non pas certes, parce que, par son point d'interrogation, le camarade Grange pourrait paraître douter de la révolution elle-même, ce qui, dans l'organe de la minorité de l'enseignement où il écrit, serait considéré comme hérésie et parjure. Mais parce que, rejetant un certain conformisme d'extrême-gauche, un conservatisme pseudo-révolutionnaire, un intégrisme de sacristie prétendue marxiste-léniniste, et adoptant virilement le projet de regarder en face les choses telles qu'elles sont, le camarade Grange est en train de retrouver le chemin de la révolution. Non pas la révolution qui a été faite, celle qui date déjà d'un demi-siècle, et qui a donné ses fruits, la révolution prolétarienne qui reste à faire. Le point d'interrogation se pose non pour la révolution elle-même, mais sur les moyens de la révolution, sur ce qui peut faire dire aujourd'hui d'un militant ouvrier qu'il est révolutionnaire ou qu'il ne l'est pas.

Je ne veux pas préjuger la suite de l'étude de Gaston Grange et le débat qu'elle suscitera, espérons-le, dans « l'Ecole Emancipée », mais quels que soient ces prolongements, la voie est ouverte, dans cette opposition sympathique, pour un renouveau d'une pensée et d'une action syndicalistes révolutionnaires.

Et la révolution ? Ce n'est pas derrière nous qu'il faut la rechercher, mais devant nous. Les conditions nouvelles ne nous donnent aucune raison de désespérer du combat.

Raymond GUILLORÉ.

CESAR AU CREPUSCULE

Nous pouvons regarder ici avec sang-froid et objectivité le tableau des résultats de ces élections législatives françaises. Nous sommes en effet des syndicalistes de cœur et de pratique, et des internationalistes de cœur et de pratique. Comme tels, nous pouvons examiner ces résultats pour ce qu'ils traduisent de « pesanteurs sociologiques » comme dit le professeur Lecanuet. Entre parenthèses, le Centre prétendu démocrate de M. Lecanuet ne semble pas peser lourd, sociologiquement parlant, même en tenant compte du renfort de personnalités aussi indiscutables que M. Frédéric Dupont !

L'un des paradoxes de ce système électoral français sera cependant que le groupe de M. Lecanuet jouera peut-être, dans la nouvelle Assemblée, le rôle d'arbitre que son leader voulait précisément lui voir jouer.

Cette entrée en matière nous amène à porter un premier jugement sur la situation qui était celle du premier tour, puis celle du deuxième tour, situations complètement différentes, toujours sociologiquement parlant.

C'est le premier tour qui a fait ressortir « les pesanteurs sociologiques ». Les trois grands groupes électoraux ont montré, en pourcentage des électeurs votants, une remarquable stabilité. Un peu moins de quatre Français sur dix ont manifesté leur fidélité à l'Empereur. Ce n'est pas tellement impressionnant, surtout en considérant que, par ses propos, sa politique et sa manière, César exprime incontestablement une certaine opinion « moyenne » du peuple français. Tout cet étalage d'auto-satisfaction, toute cette affirmation répétée de grandeur et d'indépendance nationales font plaisir à cette partie du peuple qui crie : « Allez, France ! » dans les stades du dimanche, engueule les arbitres quand ils ne sont pas Franaçis et traite les équipes « étrangères » comme à Chamrousse. C'est cette partie du peuple qui croit, dur comme fer, que De Gaulle a gagné la dernière guerre et non pas ces armées « étrangères » dont le passage sur notre sol, à défaut de ces bases militaires que l'Empereur a chassées du territoire, ne sera plus marqué que par les cimetières qui, de la Normandie au Rhin, jalonnent la route de la victoire. « Ouvrez le ban, fermez le ban ! », comme dit le Général-Président dans ces cérémonies où, après la messe dominicale, il décore les officiers et aussi (trois fois hélas !) M. Francis Perrin, pour la part qu'ils ont prise aux expériences atomiques des îles lointaines.

Un peu moins de quatre Français sur dix, bonapartistes sans le savoir ? Allons, ce n'est pas tellement. Surtout après le rappel qu'a sonné, à la veille du scrutin, César lui-même. Vous l'avez peut-être vu sur le petit écran... Il a mis les bons électeurs français en face de leur responsabilité devant « l'étranger ». Quand nous le regardons et quand nous l'écoutons, comme d'un « autre univers », c'est lui qui nous est « étranger ». Alors que notre cœur bat à l'unisson et que nos pensées communes coulent de source quand nous rencontrons et devisons avec nos camarades venus de l'Ouest ou de l'Est. César ne peut pas comprendre cela et nous ne lui en voulons pas. Nous aimons encore mieux entendre Lecanuet crier : Vive les Etats-Unis d'Europe ! (A condition toutefois que M. Frédéric Dupont, cet autre idéaliste, ne crie pas en même temps que lui !).

Une autre leçon majeure de ce premier tour : la stabilité tranquille du pourcentage du parti communiste français (ce dernier qualificatif ne manque jamais dans les discours monotones de M. Waldeck Rochet). Avec ses cinq millions de voix, ce parti continue de s'affirmer comme le grand parti populaire de ce pays. Comme nous l'avions prévu ici même, le P.C.F. a gagné des voix. Il faut vivre avec cet élément important de la vie politique française. C'est une « pesanteur sociologique ».

Quelque chose mérite aussi d'être mis en valeur à propos des techniques modernes de prévisions des consultations populaires, c'est l'exactitude des sonda-

ges effectués dans les jours qui ont précédé le scrutin. Les techniciens de cette spécialité nouvelle avaient lieu de se rengorger (ils ont été moins heureux pour le deuxième tour, mais ceci est une autre histoire). Puisque nous en sommes à l'étude sociologique, il est important de consulter ces spécialistes, non plus seulement sur les résultats globaux, mais sur la composition sociale de chacun des blocs électoraux. Si l'on en croit ceux qui travaillent sur cette question au Centre National de la Recherche Scientifique (et toutes réserves étant faites puisque nous ne connaissons pas leurs méthodes), 45 % des ouvriers voteraient pour les gaullistes, et ce seraient ceux qui ont les revenus les plus bas ! Après examen, cela mérite considération. Cela ne nous étonnerait pas tellement, en tout cas. Il y aurait à cela bien des explications psychologiques plus que sociologiques.

x x x

M. Pompidou a incriminé les ordinateurs pour leur optimisme excessif sur les résultats définitifs du deuxième tour. Une donnée nouvelle leur a, en effet, échappé : l'union effective de « la gauche », non seulement au niveau des états-majors où elle est probablement la moins sûre, mais dans la masse électorale elle-même. Ce mythe a eu un rôle déterminant, et dans les deux sens : si les électeurs communistes ont joué le jeu, incontestablement, la réciproque a été vraie. Le parti communiste ne fait plus peur.

Et s'il ne fait plus peur, De Gaulle ne peut s'en prendre qu'à lui-même. Le temps n'est plus où, il y a moins de deux ans, il dénonçait encore « les soviets », dans ses conférences de presse, comme fauteurs de troubles et de guerres. Dans les commentaires consternés qui, à la télévision gouvernementale, ont suivi l'annonce des résultats du second tour, un journaliste de « L'Est Républicain » a fait très intelligemment remarquer que le Président de la République Française s'était promené avec honneurs aux quatre coins de l'U.R.S.S., qu'il avait reçu avec salves M. Kossyguine, que les représentants des « soviets » étaient traités par lui comme gens de bonne compagnie. Pourquoi voudriez-vous que le peuple ne suive pas et que la coexistence pacifique, traitée à ce degré-là, ne se traduise pas par « une belle et bonne alliance » électorale ? Le fait est qu'elle a eu lieu, mettant en défaut les ordinateurs, en faillite la trop grande confiance des gaullistes et en déroute un certain nombre des plus grands commis de l'Empereur. La majorité absolue n'est atteinte d'extrême justesse qu'au prix de quelques acrobaties électorales allant de Bastia à la Polynésie.

Il va maintenant être intéressant, à plus d'un titre, de suivre les développements de cette quasi-défaite de César. Avec une certaine sympathie préconçue, du côté de la gauche que nous espérons nouvelle ; avec une méfiance organique du côté de l'état-major impérial.

x x x

Mais, comme nous l'avons rappelé au début, nous sommes des syndicalistes et des internationalistes. C'est vers une autre force que nous nous tournons, une force dont nous faisons partie intégrante et qui ne sera d'ailleurs pas sans influence sur le cours des événements parlementaires et gouvernementaux. Il s'agit de la lutte indépendante de la classe ouvrière pour ses revendications économiques et sociales, une lutte qui a toujours conditionné et qui continue de conditionner le progrès de la société tout entière : la lutte pour le bien-être et la liberté des travailleurs de la base de la pyramide sociale, finalement pour le bien-être et la liberté de tous. Cela aussi, ici et ailleurs, c'est une pesanteur sociologique.

R. G.

Le scandale du logement

Les économistes les plus distingués, les hommes politiques les plus éminents et, bien entendu, tous les hommes d'affaires n'ont cessé de nous seriner que la crise du logement provenait de ce que les loyers étaient bloqués. « Si vous voulez que les capitaux s'investissent dans la construction, il faut libérer le prix des loyers. » Cette fanfaronnade n'a cessé de s'étaler partout et on sait que le gouvernement l'a faite sienne puisqu'il a commencé à faire de sérieuses brèches dans la réglementation des loyers.

Or il s'agit bien là d'une fanfaronnade, car si les loyers des immeubles construits avant 1947 sont effectivement soumis à une réglementation, ce n'est pas le cas des constructions postérieures à cette date. Pour les constructions nouvelles le prix des loyers a toujours été libre. Donc, expliquer la crise du logement par l'absence de liberté des loyers est un non sens, puisque les loyers des constructions nouvelles sont libres.

Eh bien ! où nous a conduit cette liberté des loyers ?

Elle nous a conduit à ce spectacle lamentable de milliers de logements vides à côté de milliers de gens sans logement. Selon les données les plus officielles, à la fin de 1966 il y avait 10.685 logements neufs inoccupés dans le district de Paris. Ce qui représente, nous dit « le Monde » du 3 mars qui rapporte ces données, le logement de 50.000 personnes.

Voilà le scandale : plus de 10.000 logements vides à côté de dizaines de milliers de gens sans logement obligés de s'entasser dans des taudis ou des logements trop étroits. Tel est le résultat de la politique de la liberté des loyers. Et dire qu'il y a encore des économistes et des hommes politiques pour préconiser cette politique. Il est vrai que pour eux un loyer de 600 à 1.000 francs par mois ne pose pas de problèmes, mais la grande masse des travailleurs qui gagne moins de 1.000 francs par mois n'a que la solution de s'entasser dans des taudis.

Ce scandale du logement est le résultat d'une politique qui confie à l'initiative privée la construction de logements, alors qu'il s'agit là d'un véritable service public. Tant qu'on ne se décidera pas à construire des logements pour loger les gens et non pour faire des profits, il y aura un scandale du logement.

P. R.

LA CIRCULATION DANS LE CAMP DIT SOCIALISTE

Le Monde du 28-2-67 nous apprend que les citoyens soviétiques pourront désormais se rendre sans visa dans les démocraties populaires et que les citoyens de ces dernières bénéficieront du même privilège pour se rendre en U.R.S.S. Cette mesure ne s'étend pas aux citoyens des pays occidentaux qui, eux, devront avoir un visa pour se rendre en Union Soviétique.

Ainsi, jusqu'à présent, dans le camp dit socialiste les citoyens ne pouvaient pas circuler librement : il leur fallait un visa. C'est cela l'internationalisme ? Quand on pense que le socialisme marxiste, dont se réclament les communistes, est né au cri de « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », on voit par là que les pays qui se disent socialistes n'ont rien à voir avec le socialisme. En effet, dans une société socialiste, non seulement il n'y a pas de visa, mais même pas de frontières. Or, chose étrange, ce sont précisément les pays qui se disent socialistes qui ont les frontières les plus infranchissables. Ce qui est la preuve qu'ils en sont encore au stade du nationalisme le plus étroit.

PAS DE GAULLISME DE GAUCHE

Il y a d'anciens militants socialistes et communistes qui sont devenus gaullistes mais cela ne suffit pas à créer un « gaullisme de gauche ». Pour justifier ce terme, on invoque surtout deux attitudes de M. de Gaulle : 1° réconciliation avec l'Est, 2° la politique de « décolonisation ».

SUR LE PREMIER POINT

Vieux militant syndicaliste, je ne comprends pas ce que signifient les expressions utilisées actuellement de « vieille gauche », « jeune gauche », « nouvelle gauche », « vraie gauche » ou encore « gauche moderne » ou « gauche renouvelée », employées récemment par J.C. Kerbouc'h dans « Combat », ceci d'autant plus que le mot « gauche » n'a pas grande signification en pratique : Poincaré et Tardieu étaient « républicains de gauche », l'abbé Lemire et Loucheur de la « gauche radicale », etc.

Les jeunes gens venant d'ouvrir les yeux sur les problèmes politiques doivent être bien perplexes. Aidons-les en soulignant qu'il n'y a toujours vraiment que **trois positions politiques** essentielles :

1° L'AUTOGESTION telle que Jaurès l'a définie et qui constitue pour nous la seule gauche : « une vaste coopération sociale où les travailleurs de tout ordre organiseront l'atelier, le travail et la production selon le type républicain, sous une direction librement élue, et administreront la production enfin organisée » (Jaurès, Discours à la Jeunesse, 1903), c'est-à-dire un régime où les producteurs prennent eux-mêmes, ensemble, toutes les décisions importantes aussi bien économiques que politiques sur les moyens et les buts de la production et la distribution des fruits du travail collectif.

2° LE PATERNALISME sous ses divers aspects, c'est-à-dire les régimes dans lesquels les détenteurs de l'autorité ou des pouvoirs (classes dirigeantes, parti unique, dictature, etc.), décident seuls de l'utilisation de la main-d'œuvre, des buts du travail collectif, des priorités économiques et, après prélèvement important en faveur des gouvernants, patrons et directeurs, répartissent le revenu national selon une hiérarchie établie par eux (bonapartisme, soviétisme, gaullisme, fascisme, dirigisme, mendésisme...).

3° LE CAPITALISME PUR (ou libéralisme) comportant la complète liberté économiquee, la libre entreprise, la loi de l'offre et de la demande ; la lutte pour la vie étant considérée comme vertu biologique, l'initiative individuelle, la concurrence et l'esprit de profit comme la source de tous les progrès humains. Les partisans de ce système étant dits « réactionnaires » dans la mesure où ils tentent d'annuler les adoucissements introduits par les gouvernants paternalistes.

Entre gouvernants paternalistes, autrement dit entre dirigeants qui, comme M. de Gaulle et M. Kossyguine, ont le même genre de vie, les brouilles ne sont que des péripéties de la vie internationale et les réconciliations vraies ou apparentes **n'ont aucune signification « de gauche »** si elles ne sont suivies d'aucun acte de caractère d'autogestion socialiste chez les gouvernants réconciliés.

DECOLONISATION REACTIONNAIRE

Sur le deuxième point, la position de gauche est à l'opposé de la politique gaulliste. En effet, sur le plan international, c'est la coopération étendue à un ensemble dans un fédéralisme égalitaire, « l'indépendance des peuples trouvant sa plus haute garantie dans la réalisation de l'idéal socialiste : l'unité humaine par la fédération des nations autonomes » (Jaurès, 1907).

Les communistes et socialistes devenus gaullistes peuvent-ils penser sérieusement que M. de Gaulle les a rapprochés de la fédération humaine en morcelant l'ancienne union française, en favorisant un émiettement médiéval, un éparpillement rétrograde ? Peuvent-ils croire sérieusement qu'il était nécessaire, indispensable, de revenir d'abord à l'indépendance tribale pour parvenir plus vite à la suppression des indépendances et à la fédération des nations autonomes ? Cela nous paraitrait un mauvais paradoxe.

En réalité, il s'est agi d'une « décolonisation » voulue par un réactionnaire dans un but réactionnaire car lorsque des peuples sont unis, quel que soit le fait historique qui les a groupés (mariage de rois, troc de territoires, achat, conquête, colonisation) leur réunion est devenue, **malgré la tare originelle**, un élément de progrès. Pour des partisans du fédéralisme fraternel, la décolonisation ne pouvait pas être l'éparpillement, la dispersion patriotarde, mais la mutation du ridicule « empire » en une fédération de peuples égaux.

M. de Gaulle a senti le danger couru par la bourgeoisie française. Il était évident que dans le parlement d'une fédération, **la jonction des voix des travailleurs français et des représentants des peuples décolonisés aurait très tôt transformé la fédération en communauté socialiste.**

Pour parer le danger socialiste, le gaullisme a volontairement sabordé la communauté des peuples de l'ancienne Union Française de deux façons :

1° D'abord, en s'imposant comme Président à vie de la Communauté alors que, **par ordre alphabétique**, des associés se trouvaient avant la France (Congo, Côte d'Ivoire, Comores, Dahomey, etc.) et **en convoquant les responsables comme des vassaux,** le gaullisme **savait** qu'il donnait le caractère néo-colonialiste d'une réunion de satellites aux premières réunions et que, **dans l'ambiance actuelle**, cela ne pouvait être accepté ; il poussait ainsi les anciennes colonies dans la voie de la dispersion. Et les chefs de file africains qui se disent « socialistes » ont donné dans le panneau...

2° En laissant mourir le Sénat de la Communauté et la Cour Arbitrale inaugurés avec éclat. Ces deux organes ont été supprimés par le chef de l'Etat à sa seule initiative, sur sa seule volonté, sans que les Assemblées parlementaires en aient jamais été prévenues, « sans que personne ait réellement connu les raisons », dit Antoine Courrière dans « le Populaire » du 5 novembre 1964. D'une chiquenaude, le Président de la République usant des droits qu'il s'est arrogés en vertu du « secteur réservé », supprima purement et simplement des organismes pourtant institués par sa Constitution.

La décolonisation réactionnaire a fait disparaitre le danger d'une action commune des travailleurs et des peuples des anciennes colonies et elle a porté ses fruits pourris : la création de vingt chauvinismes nouveaux.

Raymond BARANTON.

LE PROBLÈME DES RETRAITES

La défense des droits acquis

Les droits acquis, cela n'est pas seulement une question de salaires et primes des « actifs » mais aussi une question de retraites, ce salaire différé.

Comme le disait un camarade à notre dernière réunion de l'U.D.S., dans une société où le salariat serait supprimé (et même à l'étape intermédiaire du « salaire unique ») un retraité, après avoir produit toute sa vie et ainsi participé à créer l'abondance, devrait avoir le même droit de consommation que les actifs.

En attendant cette heureuse évolution, le rôle des syndicats est, bien sûr, de mener une campagne de principe pour une retraite unique, pour les transports gratuits aux retraités, pour l'élargissement des facilités de vacances qui se pratiquent déjà un peu par-ci et par-là, etc.

Une coordination des différents régimes de retraite devra se faire tôt ou tard, mais cette marche vers l'unification ne devra évidemment pas être un abaissement général dans la misère ni une centralisation étatique qui enlèverait aux utilisateurs la gestion de leurs caisses.

Au lieu de cette évolution vers le mieux, la tendance actuelle de nos technocrates, agités par la fièvre du développement à tout prix, serait plutôt de sacrifier les retraités à leur course à la puissance.

Dans les deux derniers numéros de la « R.P. », nous avons montré comment ils voulaient imposer aux caisses de retraite deux années pleines d'« épargne forcée » que le système de répartition ne justifie d'aucune façon.

Aujourd'hui, au travers de l'expérience de la caisse Gutenberg (Livre et Presse), nous allons voir comment les patrons profitent de la situation pour annuler les avantages acquis des retraités.

LA CAISSE GUTENBERG

Cette caisse, instituée par une Convention collective de 1953, est administrée par 12 délégués patronaux et 12 délégués du personnel ; ces derniers sont désignés moitié par le Comité intersyndical du Livre parisien, moitié par les syndicats d'employés F.O., C.G.T. et C.F.D.T. (C.F.T.C.).

Première anomalie, alors que les statuts prévoient que « **les représentants des participants et retraités** (peuvent) **être choisis parmi les participants, retraités ou** (même) **anciens participants ayant droit à une retraite différée** », aucun retraité ne figure au Conseil d'administration de la caisse ! De plus, presque tous les représentants ouvriers et employés sont en réalité des cadres qui ne cotisent pas à la Gutenberg mais à la Renaudot, y compris les secrétaires syndicaux.

Pour bien comprendre la bataille qui se mène dans l'ombre il faut savoir que les délégués patronaux de la Presse quotidienne ont eu la maladresse de déclarer que lors de la signature de la Convention collective, en 1953, ils s'étaient fait avoir en acceptant une cotisation patronale de 6 % contre une cotisation ouvrière de 3 %, et qu'ils étaient contre toute future augmentation de la cotisation.

Mais a-t-on jamais vu un patron, voire un technocrate, consentir à une augmentation de salaire, ou de charge sociale, sans y être contraint par la pression ouvrière ?

Ensuite, en 1957, quand les patrons de la Presse hebdomadaire signèrent la convention, et, en 1962, ceux de la Presse périodique et d'autres entreprises, ceux-ci exigèrent de ne verser qu'une cotisation patronale de 4 % contre une cotisation ouvrière de 2 %. La Fédération du Livre manqua depuis lors à son devoir en ne menant pas campagne contre ce recul par rapport à la Convention collective de 1953.

L'esprit social n'étant pas le fort des patrons ni des technocrates français, on comprend que ceux de la presse quotidienne, qui doivent payer 6 % au lieu de 4 %, cherchent à revenir eux aussi sur cet avantage acquis ; mais comme ils savent qu'une attaque frontale risquerait de soulever toute la profession, ils ont imaginé une opération à longue échéance.

UNE DIMINUTION LARVEE

Bien avant le projet de loi des deux inspecteurs des Finances Wahl et Chomé qui préconisent 200 pour cent de réserves, les administrateurs patronaux réussirent à ébranler les administrateurs employés-ouvriers de la Gutenberg en faisant ressortir qu'avec la prolongation de la vie le nombre des retraités allait en augmentant, alors qu'avec l'utilisation des méthodes modernes du travail le nombre des actifs allait en diminuant : en conséquence il fallait, selon eux, rogner les retraites actuelles pour entasser les millions pour demain.

D'une augmentation de la cotisation (1 % pour l'ouvrier et 2 % pour les patrons serait suffisante) il ne pouvait être question, toujours d'après eux, comme il ne peut d'ailleurs jamais être question, d'après ces messieurs, d'une augmentation de salaire ! L'intention est nette : encaisser tous les avantages de l'expansion et faire retombeer tous les inconvénients de l'évolution actuelle sur le dos des retraités.

Messieurs les patrons réussirent si bien à brouiller le jugement des administrateurs employés-ouvriers qu'à l'heure actuelle la caisse a environ 50 millions de réserves (5 milliards anciens !), réserves grappilllées sur les retraites des ouvriers et employés, ce qui représente trois années de cotisations non distribuées ! Un seul des administrateurs ouvriers a eu le courage de lutter contre ce « détournement de fonds » de leur destination statutaire.

Le raisonnement patronal est simple :

« Distribuons le moins possible aux retraités d'aujourd'hui ; les économies faites sur leur dos nous permettront de reculer d'autant l'échéance d'une augmentation de la cotisation que l'évolution de la société rendra nécessaire, et qu'il faudra bien accorder quand la Fédération du Livre se décidera à réclamer pour les nouveaux retraités le respect des avantages acquis. »

Par cette manœuvre habile c'est comme si les patrons avaient obtenu pour vingt ans encore une diminution de leur cotisation !

A la création de la Caisse il avait été entendu, d'un commun accord, que, pour une carrière complète de 30 ans, la retraite serait l'égale de celle de la Sécurité sociale, c'est-à-dire 40 % du plafond de cotisation que la S.S. fixe chaque année. Pour 1966 la retraite Gutenberg n'était plus que de quelque 35,9 %. Cela veut dire que, contrairement aux avantages acquis, 4,1 % étaient détournés des retraites pour être versés indûment aux réserves qui atteignent, comme déjà dit, la somme fabuleuse d'environ 50 millions (5 milliards anciens!), alors que 10 millions seraient amplement suffisants comme volant de trésorerie.

Si 50 % de ces sommes doivent être obligatoire-

ment placées en valeurs d'Etat, 50 % peuvent être placées dans le privé. Comme ce sont les patrons et leurs hommes de confiance qui s'en chargent particulièrement, si l'on tient compte de la rareté des capitaux liquides qui se louent à des taux jamais atteints depuis cent ans, on peut s'imaginer que l'éclusage de ce pactole doit faire des heureux !

On se demande avec une certaine inquiétude ce qui en restera, sous la double érosion monétaire et boursière, quand ces messieurs jugeront le moment venu, si jamais ce moment arrive, d'utiliser ces réserves antistatutaires pour compléter les retraites ?

LA CARENCE DU « LIVRE »

On s'étonne que la Fédération du Livre, qui est certainement une des rares à ne pas être complètement pourrie par la politique, n'ait pas réagi contre cette sournoise atteinte aux droits acquis des retraités.

Evidemment, les secrétaires fédéraux cotisent, eux aussi, aux Cadres et à la Renaudot, et ne sont pas directement intéressés au fonctionnement de la Gutenberg. Mais quand même !

D'autre part, on a reproché à Ehni, le secrétaire général décédé il y a deux ans, de diner avec les patrons et d'aimer par trop la dive bouteille. Il avait une forte personnalité et ne tolérait guère un concurrent valable à ses côtés. Après lui, son adjoint Laffont a pris la direction. Il vient d'être éjecté (à l'unanimité !) à la suite d'une commission d'enquête demandée par la section de Saint-Etienne et présentée par notre camarade Caddéo.

Les détails croustillants de cette affaire ne nous intéressent guère, mais que cet homme, dont les patrons devaient se gausser, ait pu accéder à ce poste, avec la bénédiction de la fraction politique majoritaire de la fédération, d'une fédération qui devrait grouper l'élite ouvrière, est une chose qui explique une perte générale de combativité. Si à sa place il y avait eu un syndicaliste soupçonné de ne pas vouloir faire ses dévotions, à Kiev ou ailleurs, aux fonctionnaires russes de la F.S.M., pour sûr qu'il y a longtemps qu'il aurait été éliminé sous un prétexte quelconque.

Espérons que le secrétaire fédéral qui sera désigné après le prochain congrès de la fédération à Toulouse sera bien choisi, en dehors de toute considération politique, et qu'il saura non seulement défendre les droits acquis mais encore les élargir, pour les actifs comme pour les retraités, sans avoir à s'occuper des accords qu'il peut y avoir entre gouvernements français et russe.

UNE PROPOSITION ORIGINALE

A l'assemblée générale des correcteurs l'orateur qui défendait le point de vue des administrateurs de la Caisse employa le sophisme suivant :

« Si l'on répartit toutes les rentrées (comme le veulent les statuts, avec simplement un volant de trésorerie), dans quelques années viendra le moment où il faudra augmenter les cotisations ou baisser les retraites. Et l'on ne va pas, tout de même, demander une cotisation plus élevée à une petite dactylo pour assurer à un lino ou à un typo une retraite plus élevée que ce qu'elle gagne ! »

Ce raisonnement ne tient évidemment pas debout, car les « petites » dactylos vont également en retraite, et si les retraites sont rognées pour les linos et typos, elles le sont aussi pour les employés qui ne touchent alors plus de quoi vivre !

Sur la réclamation de quelques retraités indignés, une commission d'étude avait été formée qui déposa à la même assemblée le projet suivant :

« Les réserves existent, disait en substance ce projet, le gouvernement reviendra sans doute à la charge pour exiger 200 % ; admettons donc 250 %. Mais comme le rendement trop restrictif de la Caisse continuera à produire des réserves trop importantes, chaque fois que celles-ci dépasseront 250 %, la Caisse paiera un rappel forfaitaire aux retraités. (Pour l'année 1965 ce rappel pourrait être de 500 NF pour les retraités et 250 NF pour les veuves et orphelins.)

Un tel système, tout en assurant à la Caisse un très, très large volant de trésorerie, aurait comme résultat d'atténuer un peu les trop grandes différences entre les retraites. »

La discussion de ce projet doit revenir à la prochaine assemblée des correcteurs. Le sens du vote des correcteurs et la réaction de la Fédération reprenant la lutte, ou pas, pour les 40 %, droits acquis, seront des tests qui permettront de juger dans quelle mesure le « Livre » mérite encore sa bonne renommée en dépit de certains fâcheux « accidents de parcours » qui n'auront que trop longtemps duré.

Maurice LIME.

La R.P. et l'Union des Syndicalistes organisent un débat sur l'importante initiative des syndicats F.O. et C.F.D.T. ainsi que de la section des Cadres de l'E.d.F. - G.d.F., demandant 100 % d'augmentation à la base et 50 % seulement au sommet. Ainsi est posé la question de

LA HIERARCHIE DES SALAIRES

au travers de l'expérience de l'E.D.F.-G.D.F.

Le Camarade WERBROUCK

secrétaire général de la Fédération F.O. de l'Electricité et du Gaz

nous expliquera quel était exactement ce projet auquel seule la C.G.T. a refusé de s'associer.
Un débat amical suivra.

La conférence aura lieu :

LE SAMEDI 22 AVRIL,

à 15 h 30 précises

Salle Pierre NEUMEYER (alias des Nymphes)

78, rue de l'Université (dans la cour, à droite, fond du couloir). Métro : Solférino.

Venez avec vos amis que les questions sociales intéressent

LA BRIDE SUR LE COU

L'équipe de la R.P. est jeune. Elle est jeune éternellement. Elle a les qualités de la jeunesse : l'enthousiasme, la passion, la générosité, le désintéressement. Les défauts aussi, heureusement (ô, imprudence, ô, témérité !)

Eh oui, l'équipe de la R.P. se lance, intrépide. Les idées sont claires, originales, brillantes, mais l'un oublie d'endosser son chandail et il tousse, l'autre part faire du ski et il se casse une patte. Cela n'importe guère : tout le monde est jeune !... Qui donc parle de relève ? On ne peut relever que ce qui reste à terre. Or, chacun se remet debout tout seul, et se redresse, et recommence...

L'équipe de la R.P. est éternellement jeune. Toutefois, de son éternel printemps, elle voit arriver (avec ses yeux de 40 ans qui voient si clair !) la maturité de l'été.

Elle n'a plus besoin de tuteur (en a-t-elle jamais eu besoin ?) Laissons cela aux plantes potagères... Quant au bâton de vieillesse, elle le dédaigne obligatoirement, puisqu'elle est jeune !

Que lui faut-il alors ? Peut-être une certaine aide extérieure ? Un jumelage en quelque sorte (genre Paris-Rome !) mais avec une revue étrangère ? (Solution combien difficile et risquée !) Et nous parlerions quel langage ? le français ? l'esperanto ? l'iroquois ? l'interlingua ? Beau sujet de désordre en perspective...

Non, il n'est pas nécessaire d'aller chercher si loin. L'élément étranger qui pourrait s'adjoindre à nous, et qui nous est vraiment le plus étranger, ne le voyons-nous point ? C'est tout simplement la génération des « autres » jeunes..., celle qui a réellement l'âge de voter pour la première fois, qui connaît déjà un peu la R.P., et qui respecte ses rédacteurs au point de ne plus oser s'exprimer devant eux, même pour exposer ses propres problèmes en suggérant ses propres solutions.

Il en est des moins de 30 ans (ou de 40) comme des artistes de tout âge : sans une liberté absolue, *ni les uns, ni les autres ne peuvent rien créer. Pourquoi ne pas réserver à ces générations qui nous sont étrangères vraiment, je le répète, une place dans la R.P., mesurée en volume, au début, mais* incontrôlée sur le fond, *qu'ils emploieraient à dire ce qu'ils pensent de* leur *jeunesse, de* leurs *travaux, de* leurs *syndicats, de* leur *Révolution prolétarienne, et de tout* leur *avenir, dans un monde qu'ils entrevoient à* leur *façon et non à la nôtre — à moins que leur façon et la nôtre, confrontées, ne s'avèrent identiques parfois (pourquoi pas ?)*

...Et nous leur laisserions, pour ce faire, la bride sur le cou ! Tiens ! « La bride sur le cou », ne serait-ce pas un titre ?

Marise MARQUIS.

LES PROBLÈMES DES JEUNES

Nombreux sont les jeunes qui, dès l'âge de quinze ans, doivent chercher un emploi.

Commençant plus tôt que d'autres, les jeunes ouvriers se trouvent doublement handicapés par leur instruction insuffisante et leur absence de diplômes.

Il faut bien dire que les carences de l'Etat sont importantes, que les partis dits ouvriers ne font rien et les syndicats pas grand-chose dans ce domaine.

Pour beaucoup, le hasard et l'à-peu-près décident du choix d'un métier, d'un avenir. La nécessité fait loi et on se contente de peu, de peur de ne rien avoir.

On devient épicier, faute de se former comme tourneur ; postier, parce que l'Administration a bonne réputation; artisan, car on ne trouve rien d'autre dans sa ville natale.

Les méthodes d'apprentissage ne sont pas toujours en rapport avec les nécessités du moment et surtout les prévisions du lendemain. L'employeur cherche son intérêt. Il a toujours tendance à abuser d'une situation qui lui est favorable.

Combien de jeunes sont licenciés d'une entreprise quand ils commencent à connaître leur métier, parce que le patron préfère utiliser deux apprentis plutôt qu'un seul ouvrier ? Les fiches de paie et les moyens de pression disent assez pourquoi.

Passer trois ans chez un artisan à apprendre un métier pour une rétribution négligeable équivaut souvent à perdre plus de la moitié de ce temps sans profit pour l'apprenti, qui, finalement, devra exercer, sans obtenir le diplôme recherché.

De deux choses l'une : ou le jeune n'est pas doué pour ce métier, et dans ce cas pourquoi ne pas le dire après trois semaines ? Ou il l'est, et on ne comprend pas qu'il n'ait pas son C.A.P.

La vérité est toute simple : le jeune travailleur est livré sans défense à l'exploitation capitaliste, et parce qu'il existe des lois, certains s'imaginent que celle-ci est moins âpre.

Vient donc le moment où le jeune de 18 ans cherche un nouvel emploi. Même s'il a son C.A.P., la proximité du service militaire le fait systématiquement refuser. Le patronat n'est pas philanthrope !

Le devancement d'appel dans les armées bourgeoises, dont le but principal semble d'abrutir les conscrits et les conditionner, résout le problème au bénéfice des patrons.

Quant au jeune, il n'en saura généralement pas plus après son service qu'avant. Et pourtant seize mois permettraient de donner une certaine formation professionnelle.

Pendant que les garçons sont « au service » on donne la priorité de l'embauche aux jeunes filles, mais après 25 ans, celles-ci auront du mal à trouver un emploi hors du « secteur tertiaire ».

Les conditions de vie ouvrières se sont améliorées. Il est faux d'en conclure qu'il en est de même des conditions d'emploi.

Combien de jeunes ne dépassenet pas les 700 francs mensuels à Paris et le S.M.I.G. en province ?

Résultat, surtout dans les grandes villes : le travail noir est devenu une habitude et contribue d'autant à diminuer les débouchés et les emplois.

Il est courant à Paris que les jeunes postiers fassent 55, 60 et parfois 70 heures de travail hebdomadaire. Une partie dans l'Administration et l'autre dans le « privé ». (Pour ne pas parler de ce commis boucher de 18 ans, qui commence à 5 heures le matin et termine à 20 heures pour 500 F mensuels.)

Quand on est jeune, plus qu'après, on dépense, on achète, on loue. Le crédit le permet. Ensuite, il faut payer. Parce que les salaires sont insuffisants au début, on hypothèque dix ou quinze ans de sa vie.

Mais que font les syndicats pour les augmentations de base ? Où sont les coopératives ouvrières de vente, d'achat, de crédit, de construction ?

On a beau jeu après de se plaindre du désintérêt de la classe ouvrière pour l'action syndicale. On laisse le meilleur morceau aux exploiteurs. L'Etat et l'Administration, dirigés par de grands bourgeois ou des banquiers, ont exactement les mêmes méthodes que les patrons.

Le chômage est scientifiquement organisé par les technocrates. Administration et patronat en profitent.

Mais où sont les universités ouvrières formant des spécialistes capables de combattre ces messieurs sur leur propre terrain avec leurs propres armes ?

En attendant, le préposé à 650 F, et l'apprenti à 50 F mensuels s'estimeront heureux de leur stabilité d'emploi si le chômage est endémique dans leur région.

La carence des organisations ouvrières est presque totale. Quant aux partis politiques « de gauche », leur seul souci est de faire de l'électoralisme ou de placer les petits copains.

Tenus dans un étau par le sommet aux mains des patrons, les jeunes le sont aussi à la base par les organisations ouvrières, marxistes ou catholiques.

Les unes et les autres, animées par leurs sectarismes, immobilisent l'ensemble des jeunes, et quand ceux-ci veulent avancer, elles les en empêchent en barrant le passage à toutes réformes susceptibles de remettre en cause les poncifs du siècle passé.

Pour le moment, la puissante propagande capitaliste masque les problèmes et veut endormir les jeunes sous le ronron de la société de consommation et l'idéal conservateur des petits bourgeois.

Il n'y a pas d'autres solutions pour l'amélioration du sort des jeunes et de celui de l'ensemble de la classe ouvrière que l'augmentation importante du pouvoir d'achat et l'organisation systématique de la promotion sociale.

La corruption et l'embourgeoisement du mouvement politique ouvrier français et l'impuissance du syndicalisme à rassembler tous les travailleurs dans une même organisation sont des obstacles. Il ne sert à rien de masquer les problèmes, il faudra les résoudre. Plus on attendra pour le faire, plus le réveil sera dur.

Lucien COMBATZ
et Jean-Pierre LEBERT.

SOUS LE SIGNE DE L'OECUMENISME

La FOEVEN passe un contrat avec une filiale de l'Eglise Catholique et Romaine !

FOEV*EN ?* Traduisez : Fédération des Œuvres Educatives et de Vacances de *l'Education Nationale.*

Il y a trois ans, ce n'était encore que la FOEV*ET :* Fédération des Œuvres de Vacances de *l'Enseignement Technique.*

Mais la réforme Fouchet étant là, il fallait s'intégrer rapidement.

Cela fut d'autant plus facile que cette association, prétendument régie par la loi de 1901, n'en a pas les dispositions statutaires, et possède des membres de droit où prédominent : inspecteurs généraux, inspecteurs principaux, inspecteurs divers, chefs d'établissement, pour la plupart prédisposés à faire la loi : celle du pouvoir.

Quand les prétentions de la FOEV...E.T. se précisèrent en devenant FOEV...E.N., la Ligue Française de l'Enseignement s'inquiéta à juste titre, craignant dans les établissements scolaires le remplacement progressif de ses activités éducatives par cette création paraministérielle.

Plusieurs rencontres eurent lieu rue Récamier, « au sommet », et des protocoles furent signés. La FOEVEN resta « membre associé » de la confédération des œuvres laïques.

Même opération « ami-ami » avec les Coopérateurs (OCCE).

Tout cela afin de tranquilliser le laïque inquiet de tant d'ambitions et d'opportunisme.

Une note du 14 janvier 1967 de M. le Recteur de l'Académie de Nantes (tous les recteurs de France ont dû faire de même, le recteur étant *de droit* président des AROVEN), transmise à tous les chefs d'établissement, précise :

... « qu'un accord entre la FOEVEN et la *Ligue Française pour les Auberges de la Jeunesse* vient d'être conclu, pour recevoir dans l'auberge de Paris, 3, boulevard Kellerman, les groupes de passage. »...

Quand on saura que cette association d'Auberges est la branche *cléricale* des Auberges de la Jeunesse, qui fut réanimée en 1963 par Herzog, secrétaire à Jeunesse et aux Sports ;

... que le créateur de cette Ligue des Auberges de la Jeunesse fut un certain Marc Sangnier... A.J. de Bierville... d'où sortit la C.F.T.C., puis la C.F.D.T., et toute cette « gauche » catholique nouvelle ;

... quand on saura qu'en 1956, au moment où le mouvement laïque (F.N.A.J.) des Auberges de la Jeunesse dut, sous la pression du gouvernement de l'époque, se transformer en Fédération *unie* des Auberges de la Jeunesse, la branche cléricale des auberges : La Ligue, défendait des positions plus extrémistes que l'A.C.J.F. (sa cousine). Elle demandait que l'on reçoive en Auberges de la Jeunesse les *ecclésiastiques en tenue* (abbés et bonnes sœurs ! !)

Il est vrai que nos dirigeants de la FOEVEN ne s'arrêteront pas à ces méprisantes remarques, à l'ère de l'œcuménisme, cela ne peut être le fait que de vulgaires.

Tant il est vrai que, pour nos intégrationnistes, tout doit être repensé : Laïcité, Socialisme, Marxisme, Lutte de classes. Pour eux, toutes ces vieilles lunes doivent être renvoyées chez le fabricant, pour rénovation vingtième siècle.

La mode nouvelle ?

C'est Taizé, confrérie catholico-protestante œcuménisée, avec chapelles superposées... et, suprême insolence, le tout installé au pays du Beaujolais !

C'est l'abbé Oraison, incorruptible teilhardien ! qui dit merde au Pape ! ! !

C'est, aussi, Podgorny qui va baiser l'anneau pontifical de Paul VI, afin d'empêcher Marx de ressusciter !

Et devant les silences des rationalistes, des libres penseurs, des laïques pas encore tout à fait touchés par l'œcuménisme, le président, ses ministres, ses députés, ses recteurs se réjouissent de la prise de pouvoir des Eglises (qu'elles soient catholiques, calvinistes ou autres), permettent que leurs exigences soient satisfaites, ferment les yeux sur leurs insolences de plus en plus manifestes.

Et pourtant, rien n'est plus actuel que ce qu'un certain Karl Marx écrivait : *les religions sont l'opium des peuples.*

Mais il est vrai, c'était au siècle dernier !

Un rationaliste hargneux :
R. JULLIEN
SNETA, Loire Atlantique.

La mise en condition des intellectuels

Ainsi donc, un nouveau « scandale », ou, tout au moins, ce qu'on appelle ainsi, a éclaté le mois dernier aux Etats-Unis : on a découvert que la plus importante des associations américaines d'étudiants était subventionnée par le C.I.A. (Central Intelligence Agency), l'agence policière gouvernementale qui n'est chargée officiellement que de l'espionnage et du contre-espionnage, mais qui, en réalité, dirige ou contrôle toute la propagande et toute l'action subversive des Etats-Unis à l'étranger. C'est elle qui, entre autres, avait organisé le fameux débarquement de la Baie aux Cochons, à Cuba.

En ce qui concerne les relations du C.I.A. avec l'association des étudiants américains, voici comment la chose fut découverte : un magazine américain dénommé *Ramparts* passa dans de grands quotidiens toute une page de publicité pour annoncer que son prochain numéro dévoilerait les relations de l'association des étudiants avec le C.I.A.. Alors, prenant les devants, les dirigeants de l'association publièrent, sans attendre la parution de *Ramparts*, une déclaration par laquelle ils reconnaissaient que jusqu'à une date récente, leur organisation avait été largement financée par le C.I.A., les fonds fournis par celui-ci ayant atteint certaines années jusqu'à 80 % de la totalité des recettes de l'association.

Ils révélèrent, en outre, que cet argent ne leur était pas versé directement par le C.I.A., mais par l'intermédiaire de certaines de ces fameuses fondations « culturelles » ou « charitables », sur le rôle desquelles nous avons déjà attiré l'attention des lecteurs de la R.P.

Ce fut alors un beau *tollé*, un *tollé* tel que Johnson se crut obligé de créer une commission chargée d'enquêter sur cet aspect tout à fait particulier de l'activité du C.I.A.

Aussitôt, les révélations se succédèrent. Chaque jour la commission Johnson donnait le nom d'une nouvelle association qui était entretenue par le C.I.A., ainsi que le nom de la « Fondation » qui servait d'intermédiaire entre elle et le C.I.A.

De ce déballage il résulte que presque toutes les associations dont les membres exercent une profession « intellectuelle », et qui, par là, sont susceptibles d'avoir une influence sur l'opinion, soit en Amérique, soit à l'étranger, émargeaient aux fonds du C.I.A.. Depuis, les associations d'étudiants jusqu'aux « guildes » de journalistes, en passant par les Eglises. C'est la police qui entretenait la « culture ».

Parmi toutes ces filiales du C.I.A. deux d'entre elles présentent pour nous un intérêt particulier.

L'une parce qu'elle est syndicale, ou, tout au moins, qu'elle revêtait l'aspect d'une organisation syndicale ; l'autre parce qu'elle est française, et bien connue dans nos milieux.

La première est la « Fédération des employés des Etats, des comtés et des municipalités », fédération qui a son siège à Washington, et qui était dirigée directement par deux employés du C.I.A. car le but qu'elle se proposait était de trop d'importance pour qu'on laisse à d'autres le soin de l'atteindre. Il ne s'agissait, en effet, de rien moins que d'exécuter l'une de ces entreprises de subversion dont Washington accuse les autres, mais dont c'est lui qui est coutumier; car il n'y a pas un coup d'Etat en Amérique du Centre ou du Sud qui ne soit, directement ou indirectement son œuvre.

En l'espèce, il s'agissait de renverser le gouvernement de Jagan en Guyane britannique, que Washington accusait d'être « communiste », traduisez : non favorable au capitalisme yankee.

C'est pourquoi, en 1962, sous l'inspiration et la haute direction de ladite Fédération des employés, toute une série de grèves longues et sanglantes dont nos lecteurs sans doute se souviennent, éclatèrent en Guyane britannique, et ces grèves ne se terminèrent que le jour où Jagan dut céder la place à Burnham, l'homme à tout faire de Washisgton.

Le second cas qui nous intéresse particulièrement est celui du « Congrès pour la liberté de la culture », association dont l'activité est internationale, mais dont le siège est à Paris, et dont le président n'est autre que Raymond Aron, maître à penser (sic !) de la bourgeoisie française.

La commission d'enquête révéla que ce Congrès pour la « liberté » était lui aussi sous le contrôle du C.I.A.

Une partie de ses ressources provenait, ainsi qu'on le savait depuis longtemps, de la Fondation Ford, mais une autre partie provenait du C.I.A. par l'intermédiaire de la Fondation Hoblitzell, dont le siège est à Dallas.

A la suite de cette révélation, la direction du « Congrès pour la liberté de la culture », publia une déclaration qui n'était qu'une confirmation implicite de ses liens avec le C.I.A., au moins jusqu'à une époque récente, mais bien entendu ces Messieurs affirmaient en même temps qu'aucun de ceux qui les subventionnaient « n'a jamais exercé une influence quelconque sur les prises de position, les publications et les activités du Congrès ». Tu parles ! C'est ce qu'on affirme toujours en pareil cas !

Concluons !

Un scandale, c'est quelque chose d'anormal. L'activité des organes de l'Etat américain dans le domaine de la « Culture » n'est donc pas un scandale, car rien n'est plus normal.

L'Amérique, en effet, répétons-le encore une fois, est en train de se construire un empire.

Or, pour construire un empire, il faut s'asservir les Etats et les peuples que l'on veut y intégrer.

Pour cela on peut user de la force, comme le fait actuellement l'Amérique au Vietnam, mais on ne s'y résoud que lorsqu'il n'y a pas moyen de faire autrement. Dans le cas contraire, on opère par « pénétration pacifique », moyen à la fois plus économique et plus sûr.

Or, pour être vraiment efficace cette pénétration doit s'opérer essentiellement dans trois domaines.

En premier lieu, dans le domaine politique proprement dit. Il faut s'asservir l'Etat du pays que l'on veut intégrer à l'empire, par le moyen d'un « protectorat » plus ou moins déguisé. C'est-à-dire qu'il faut pour que le gouvernement de ce pays ne puisse se maintenir au pouvoir que s'il vous obéit. Il faut donc disposer, d'une manière permanente, de moyens de pression financiers, économiques ou proprement poli-

tiques, pour qu'aucun dirigeant de l'Etat en question ne puisse se risquer à se comporter d'une manière qui ne vous agréerait pas. Les Etats de l'Amérique Latine depuis déjà de nombreuses décennies, l'Etat britannique, depuis moins longtemps, sont des modèles achevés d'Etats politiquement intégrés à l'empire américain.

Le second domaine dans lequel il faut s'assurer également de fortes positions est le domaine économique. Il convient de s'assurer la direction ou le contrôle d'une partie importante de la production du pays que l'on veut intégrer, en particulier en ce qui concerne les productions-clefs.

On sait que c'est principalement à cette tâche que s'emploie présentement le capitalisme américain. Il n'est pas de semaine, presque pas de jour où ne soit annoncée ou bien la fondation d'une nouvelle entreprise américaine en Europe, ou bien la prise de contrôle par les Américains d'une entreprise européenne déjà existante. Sous ce rapport, également, c'est la Grande-Bretagne qui est, aujourd'hui, de tous les pays européens, le plus américanisé.

Enfin, il est un troisième domaine, c'est celui de l'esprit. Les peuples sujets doivent penser comme le peuple impérial veut qu'ils pensent ; mieux encore : comme il pense lui-même. L'unité d'un empire n'est achevée que lorsqu'il y règne un même esprit. L'unité de pensée est le ciment qui assure l'unité dans les autres domaines. Aussi, convient-il de diriger, de contrôler, et, pour cela, d'entretenir tous ceux qui ont quelque poids dans l'activité intellectuelle de leur pays. C'est cette tâche qui fut donnée au C.I.A., l'organisation chargée de l'espionnage américain à l'étranger.

On peut s'étonner à première vue qu'une mission aussi délicate ait été confiée à des policiers. Mais cela n'a rien d'étonnant, car, après tout, *policier* l'esprit c'est bien une affaire de police. Et l'on recrute des intellectuels, de la même manière que l'on recrute des espions.

Cependant, étant donné le discrédit qui s'attache au métier de policier, la confusion des deux tâches au sein d'un même organisme ne pouvait durer qu'à la condition d'être ignorée. Dès lors, aujourd'hui où le pot-aux-roses est découvert, il convient que la police des esprits soit séparée administrativement de la police tout court.

L'américanisation de l'esprit se poursuivra donc, avec les mêmes moyens que précédemment, mais ce sera un organisme spécial, une nouvelle « agence » d'Etat, distincte du C.I.A. qui en sera chargée. Tel va être vraisemblablement le seul résultat de l'enquête ordonnée par le président Johnson.

Robert LOUZON.

James Hoffa, le « Cartouche syndicaliste »

La presse vient d'annoncer l'incarcération de James Hoffa, pour 8 ans, à la prison de Chattanooga : le président des « Teamsters », le syndicat des Routiers, le plus puissant d'Amérique, est accusé de tentative de corruption de juré, et cela pour tenter de libérer des militants de son syndicat. Ce n'est certainement pas la première fois que le président des Teamsters, imitant en cela les patrons américains, a graissé la patte à un fonctionnaire, à un juré, voire à un juge pour faciliter l'action de son syndicat. Mais tout nous laisse supposer qu'en ce cas-ci il s'agit d'une provocation policière.

Dans son livre où il raconte essentiellement sa lutte contre le syndicat des Teamsters, Robert Kennedy (le petit frère du grand Kennedy et dont la récente prise de position pour l'arrêt des bombardements au Vietnam ne doit pas faire illusion) « Bob », donc, raconte en toute innocence comment le jour même où il devait dîner avec Hoffa chez l'avocat des Teamsters, il avait envoyé au futur président des Routiers un agent secret chargé de remettre à celui-ci des documents de la Commission sénatoriale !...

Des agents du F.B.I., cachés dans une camionnette, filmaient l'entrevue, ce qui permit une première arrestation de Hoffa.

Mais un jury, composé en majorité de Noirs, acquitta Hoffa, au grand dam du petit frère de Kennedy, promu par la suite ministre de la Justice. Quand on est flic de vocation !...

Actuellement la police de New York doit protéger « Bob » tout spécialement, car des teamsters, qui ont gardé l'habitude de manier la « chaussette à clous », voire la dynamite, ont promis de le faire sauter, ce qui prouve que, eux aussi, ont une idée bien arrêtée sur les dessous de cette sombre affaire de corruption de juré !

La vraie cause de l'acharnement des technocrates de l'Administration (dont « Bob » n'était que l'agent provocateur) contre les teamsters, n'est nullement leur tendance à l'action directe. Tout le monde sait que naguère encore (si ce n'est pas aujourd'hui même contre les Noirs et Portoricains...) le patronat utilisait des tireurs professionnels contre les militants syndicalistes. Reuther lui-même a été abattu dans sa propre cuisine et n'a échappé à la mort que par hasard ; son fère a perdu un œil par balle, et dans le Sud, encore récemment, des militants venus pour y organiser les Noirs ont disparu « mystérieusement ». Non, la vraie cause est la trop grande puissance des teamsters et leur refus de se laisser intégrer, voire de se soumettre au vieux réactionnaire qu'est Meany, le patron de l'A.F.L.-C.I.O.

La guerre ouverte éclata quand les teamsters eurent conclu un accord avec les dockers de l'Ouest. De ce fait, ils devenaient tout puissants ; toute l'industrie américaine était à leur merci et avec elle l'Administration technocratique. Meany déclencha aussitôt une campagne de dénigrement contre les dockers qui furent exclus de la confédération. Ceux-ci se soumirent, rompirent avec les teamsters, retrouvèrent miraculeusement leur virginité syndicale, et furent réadmis dans l'organisation de Meany.

Nul doute que si Hoffa avait voulu suivre cet exemple on lui aurait grand ouvert des bras fraternels. Mais ce petit homme, qui à 18 ans déjà menait sa première grève à la victoire, est un irréductible du genre de John Lewis, des mineurs. Fiers de leurs luttes et de leurs succès, ces « boss » syndicalistes considèrent l'organisation comme leur affaire personnelle et n'entendent pas se laisser diriger par une Administration tâtillonne qui s'est réconciliée avec un patronat qui, lui aussi, se technocratise. Lors du fameux dîner avec Robert Kennedy, le président des Routiers avait déclaré :

« La politique et la philosophie ne m'intéressent pas ; il n'y a que les travailleurs qui m'intéressent. » (p. 236 du livre de R.K.)

Avec cette déclaration, il signait, sans le savoir, sa condamnation à mort. L'Etat technocratique devra le briser, sous peine de se nier lui-même. Hoffa, ce romantique syndicaliste, aurait connu la gloire du temps de Roosevelt quand les technocrates du « brain-trust » avaient encore besoin des syndicats ouvriers pour mater les patrons récalcitrants de la « libre entreprise ». A présent que sous la tutelle de l'Administration ceux-ci ont accepté le « Plan », Hoffa devra comprendre qu'un syndicat seul ne peut pas changer tout un régime. Sinon il périra comme le grand frère du petit bonhomme qui a vainement essayé de discréditer « Jimmy » aux yeux de ses 1.800.000 adhérents.

M. L.

(Pour plus de détails, voir notre brochure « Les Syndicats américains dans un tournant ».)

Bilan de l'année 1966 en Algérie

Un correspondant d'Oranie a relevé, d'après « *la République* » d'Oran, ce bilan algérien pour l'année *écoulée :*

JANVIER. — Institution du *monopole d'Etat* de l'Edition et de l'importation de tous imprimés.

MARS. — L'oléoduc Haoud el Hamra-Arzew, entré en service au mois de février, est inauguré officiellement. Il appartient exclusivement à l'Etat algérien.

AVRIL. Premier recensement national de la population, préalable à toute planification...

MAI. — La nationalisation de mines décidée par le Conseil de la Révolution, marque un pas important dans la voie de la libération économique.

Institution du monopole de l'Etat sur les assurances, motivée par le souci du gouvernement de maitriser l'appareil financier de la nation...

JUIN. — Réforme judiciaire. « L'idée maitresse de cette organisation, a déclaré le ministre de la justice, est de substituer au système hérité de l'administration coloniale un système que la communauté algérienne appelle par besoin et par nature... »

Cependant, sauf sur quelques points — dont un seul est important : la grève devenue délit — le code pénal algérien, publié le même mois, est l'héritier très direct *du code français.*

JUILLET. — Inauguration de la première Banque Nationale algérienne, « héritière des installations du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie ». Le ministre des finances souligne qu'un pays n'est vraiment indépendant... s'il ne possède ses propres structures de crédit.

Installation de la première Cour spéciale de répression des infractions économiques.

AOUT. — Inauguration de la sucrerie d'El Khemis. « Elle couvrira 10 % des besoins algériens en sucre ».

SEPTEMBRE. — Cinq condamnations à mort, deux condamnations à 20 ans de réclusion criminelle, tel est le premier verdict rendu par la Cour spéciale de répression des infractions économiques...

Inauguration de la tannerie de Rouiba : « Jusqu'à 1965, l'Algérie importait environ 10 millions de paires de chaussures... Avec la mise en production imminente de la tannerie de Djidjelli... l'Algérie verra largement satisfaits ses besoins en cuirs et chaussures. »

***

On le voit, toutes les mesures que nous venons de dire vont dans le même sens, poursuivent un même but, l'autarchie économique.

D'autres pays, plus grands que l'Algérie, ont fait l'expérience. Ça a eu des suites catastrophiques en Allemagne et en Italie. En Russie ça a fini par aboutir à des résultats à peu près convenables. (Sur le seul plan économique, d'ailleurs). Mais il a fallu une cinquantaine d'années. Et il n'est pas du tout sûr que ça n'ait pas ralenti le progrès.

...Cependant le mois d'octobre va enfin nous donner une mesure qui, au moins sur le papier, ne confond pas socialisme et toute-puissance de l'Etat.

OCTOBRE. — Le président Boumedienne procède au lancement de l'opération de décentralisation de l'autogestion.

A la suite des décisions édictées par le Conseil de la Révolution quant à la réorganisation de l'autogestion, le comité de gestion du domaine Souidani Boudjemaâ est la première unité de production à bénéficier d'une certaine autonomie de décision, afin que les gestionnaires deviennent pleinement responsables.

La décentralisation des comités de gestion ouvre la voie du dynamisme, suscitant l'intérêt parmi les travailleurs, qui se sentent désormais pleinement concernés.

Sàadressant aux travailleurs de la terre, le Président du Conseil de la Révolution déclare : « ...A l'avenir tout comité de gestion réalisant des bénéfices devra en prélever une partie qui sera distribuée aux travailleurs.

« La décentralisation des deux mille comites de gestion apporte *(comprenez apportera)* une solution définitive à tous les problèmes qui constituaient un frein au développement agricole du domaine autogéré... »

Ainsi soit-il !

***

Le « Correspondant d'Oranie » c'était moi, J. Péra.

Etant en vacances à Arzew, j'écrivais — ou plutôt transcrivais — les lignes qu'on vient de lire en décembre 66. Or nous allons arriver à Pâques 67 et « la composition » — comme ils disent — est restée « sur le marbre ». (Lequel « marbre » me paraît plutôt mythique, car moi, à l'imprimerie, de part et d'autre, je vois plutôt du métal).

A quelque chose malheur étant bon, ce gros retard de publication va me permettre d'étoffer un peu. (Mon « **Nouveau retour d'Algérie** », de février, était vraiment trop court).

L'étoffage va porter sur l'autarchie économique, le socialisme, la nationalisme et le monopolisme du commerce extérieur.

***

Je commence par un **mea culpa.**

Nous avons fait la « **Lutte sociale** », à Alger, après guerre, après 1920... Quand je dis « nous » ça veut dire toute une équipe : cheminots, postiers, étudiants, prolos divers, dont je ne dirai rien, si ce n'est de l'un d'eux, que nous appelions « le Père » Targe. Il était fils d'un déporté de 48. Ayant gagné quelques ronds, il nous a permis de nous mettre dans nos meubles, c'est-à-dire dans une imprimerie qui, bien entendu, s'est appelée « Imprimerie du prolétariat ».

De là nous avons sorti l'hebdomadaire, et parfois, bi-hebdomadaire « **Lutte sociale** », avec un très grand succès. De 1920 à 1924 la « Lutte »-sans-le-sous a fait front contre les géants de la bourgeoisie algérienne (ce n'est pas peu dire !) **La Dépêche** et **l'Echo d'Alger.**

C'était là une lutte que les Arabes observaient, sans y participer — je ne leur donne pas tort — une lutte entre « Européens ». Cependant ils l'observaient avec un grand intérêt. Or la tactique primant, chez le combattant de base, toute stratégie, nous avons fait large usage de grands mots : « Socialisme », « Révolution russe », etc.

« Socialisme » personne ne sait encore ce que c'est. « Révolution russe », nous ne le savons que trop aujourd'hui.

Hélas ! Les Arabes d'Algérie ne le savent pas. C'est comme s'ils restaient intoxiqués par la drogue que nous avons diffusée il y a plus de quarante ans !

***

Leur grande affaire actuelle, c'est le nationalisme économique.

Le Nationalisme, en général, c'est mauvais. S'il devient « économique », c'est pire.

On voit des conséquences bêtes de cela dans la vie quotidienne.

Etant à Arzew, je vais pour acheter des cartes postales. Il n'y en a plus, sauf des affreuses : celles du monument aux morts. (Elles étaient imprimées en France).

Je vais à Oran dans un magasin de chaussures. Etant donné que le demandeur a un pied normal on n'a pas sa pointure.

— Mai pourquoi ?

— Vous savez... ça vient de France.

— Quoi ? C'est toujours venu de France, la chaussure ?

— Beuh ! Beuh !

A cet embarras, j'ai très bien compris ce que le vendeur — un Juif qui n'est pas bête — n'osait pas dire : « J'ai fait une demande d'importation qui n'a pas eu agrément. »

Dans la même ville d'Oran, le même jour, je vais chez le pharmacien. L'ordonnance comporte trois produits. L'un m'est vendu. L'autre est absent. Le troisième peut être remplacé par un succédané.

« Monopole du commerce extérieur ? » Dire que nous avons pu donner là-dedans, au temps de la révolution russe ! C'est **« interdiction du commerce »** qu'il faudrait dire.

Encore un coup d'œil à la pharmacie. Je lis dans **El Moudjahid** un conseil aux médecins : qu'ils ne prescrivent plus, pour les biberons des bébés, une certaine eau (il doit s'agir d'Evian) qu'on ne trouvera bientôt plus, à cause du contingentement ; qu'ils se rabattent donc sur des eaux **algériennes.** (Mais laquelle ? Elles sont toutes trop minéralisées).

Dirai-je un dernier trait ? Si l'on voulait, il y a quelques mois encore, envoyer d'Algérie en France, ou ailleurs, un objet quelconque, il fallait le présenter à la poste, ou à la douane : il partait si, après vérification entre les pages du livre (par exemple) on avait constaté qu'il n'y avait par de Dinars. Moyennant quoi on vous laissait la possibilité d'envoyer, à une seule personne 10.000 (anciens) francs par mois.

Or cette dernière faculté vient d'être supprimée.

***

Que résulte-t-il de cela ?

Il résulte que — vous pouvez le lire dans **El Moudjahid** si, comme moi, vous avez fait la corvée de vous y abonner — il résulte que le nombres des cargos entrés dans le port d'Alger est, certains jours, de **trois** unités. (J'en ai vu le décuple, voire vingt fois plus, dans les entre-guerres : 1920-1939 et 45-54 ; — le 1-11-54 étant le jour initial de l'insurrection algérienne contre la domination française.)

***

Donc ?

La conclusion est très claire.

Je vais la dire en quelques phrases.

Il y avait en Algérie une caste dominatrice tout à fait dégoûtante. Nous l'avons combattue. Les Arabes l'ont foutue à la porte. Le mauvais sort a voulu que les Arabes aient pris au sérieux les mots — je dis bien **les mots,** « socialisme », etc. dont nous nous étions servis dans le combat.

Or, selon la sagesse latine — j'ai horreur de parler latin ; mais vraiment, là, ça s'impose — il faut d'abord **vivre :**

« Primum vivere »

Ensuite (mais ensuite seulement) on **pourra** philosopher.

« Deinde philosophari »

Ils ont fait le contraire, les Arabes, avec tous leurs discours et leur « socialisme », qui est un étatisme étouffant.

« Primum philosophari, deinde vivere ».

J. PÉRA.

LA VOIX DE L'OPPOSITION

Dans le « Bulletin de liaison » de l'opposition, qui a pris à son compte la devise que « seule la vérité est révolutionnaire », relevons les petites notes suivantes.

SCANDALES A LA CHAINE... — La gangrène a gagné toute l'Algérie. Ce fut Annaba, c'est maintenant Oran et Alger qui lèvent le voile. Jaloux sans doute des cosmonautes, le gouvernement a transformé ses « hauts fonctionnaires » en « fonctionnaires de haut vol » : ils sont proxénètes, ils trafiquent les devises, etc..., etc.. .

Mais, en fait, que cherche le pouvoir dans cette affaire comme dans les précédentes ? Eclairer ? Assainir ? Allons donc ! Il cherche seulement à se donner bonne conscience en jouant le zorro justicier. Mais s'il jette en pâture à l'opinion : un juge, deux avocats et un commissaire de police, il ne touche pas aux réseaux de complicité. Il recule pour ne pas révéler la pourriture profonde de l'administration.

Il en va de même à Touggourt et à Tiaret. Quant à l'opération lancée au ministère de l'Agriculture où 22 fonctionnaires ont été arrêtés (pour la plupart des ingénieurs agronomes), que veut-elle démontrer ? Que le ministère de l'Agriculture était pourri ? Soit. Mais tous les ministères sont dans le même état. Une véritable opération d'assainissement doit balayer tous ces « beaux messieurs »..., des ministres à leurs subordonnés...

BUREAUX FERMES POUR CAUSE D'EMPRISONNEMENT. — L'avez-vous su ? La préfecture d'Oran a été obligée de fermer le principal bureau des Biens Vacants, rue de la Paix. En effet, tous ses employés, y compris le directeur, ont été incarcérés pour détournements de fonds. Mais le pouvoir ne s'en vante pas !...

LA FARCE DES ELECTIONS. — Le pouvoir vient de fixer la date des élections communales au 5 février 1967 et de décider que les listes comporteront deux fois plus de noms de candidats que de postes. Ainsi, prétend-il, les électeurs n'auront plus qu'à barrer les noms de ceux qu'ils jugent inaptes à les représenter. On croit donc, par cette manœuvre, sauver la face et faire croire qu'il s'agit d'élections démocratiques, tout en conservant la liste unique du parti unique. Malheureusement, il n'en est pas ainsi, car on semble oublier que le peuple algérien est, dans sa grande majorité, analphabète. Que va donc faire l'électeur ?

— ou bien ne sachant pas lire, il mettra le bulletin dans l'urne tel qu'on le lui a donné et, dans ce cas, il sera considéré comme nul,

— ou bien, il barrera au hasard la moitié des noms et, dans ce cas, on ne peut parler de libre choix,

— ou bien, l'électeur s'en remettra au président du bureau, qui ne peut être qu'un membre de la Kasma, et celui-ci s'empressera de faire voter pour ses amis.

On en reste donc bien aux listes uniques avec des candidats imposés.

***

Est-ce pour faire taire ces voix discordantes que l'ancien chef du F.L.N. Mohamed Khider a été assassiné à Madrid ?

PROBABLEMENT TROP BEAU POUR ETRE VRAIMENT VRAI

On la raconte à Alger :

Au lendemain du départ en catastrophe des Pieds noirs, un type s'empare du **« Café Anatole France »,** et le remet en marche.

Visite peu amicale d'un militant nationaliste : **« Mauvais patriote ! La France, c'est fini ! »**

Le lendemain l'établissement s'appelait :

« ANATOLE ALGERIE »

CHAPITRE VI

L'évolution des classes sociales et des rapports sociaux

Nous avons jusqu'à présent examiné l'évolution de la base économique du capitalisme, autrement dit de sa structure économique. Cette structure au départ reposait essentiellement sur la propriété personnelle individuelle des moyens de travail, sur la libre concurrenece et le libre échange. Par suite du développement des forces productives et de l'accumulation du capital, la propriété personnelle individuelle est devenue un cadre trop étroit et a été remplacée par une autre forme de propriété : la propriété impersonnelle collective des sociétés par actions. Dans le cadre plus large de cette nouvelle forme de propriété, les forces productives ont connu un nouveau développement plus gigantesque que le précédent avec une accumulation du capital plus gigantesque encore. La propriété impersonnelle collective est alors devenue trop étroite pour la poursuite du développement économique et un cadre plus large est devenu nécessaire. Ce cadre plus large a été trouvé dans les monopoles de toutes sortes. Ainsi la libre concurrence a cédé le pas aux monopoles et le libre échange au protectionnisme.

Avec les monopoles et le protectionnisme, le capitalisme a atteint son apogée. Dès lors commence son déclin. Comment s'opère ce déclin, c'est ce que nous verrons dans la troisième partie de cet ouvrage qui est consacrée à la transformation du capitalisme en économie d'Etat (1). Auparavant, il nous faut jeter un coup d'œil sur les changements que l'évolution de la structure économique du capitalisme a provoqués dans les classes sociales et les rapports sociaux.

Commençons par les classes sociales afin de voir comment elles ont évolué.

Nous avons vu dans la première partie de cet ouvrage que la société capitaliste comporte cinq classes sociales : les salariés, les travailleurs indépendants, les capitalistes entrepreneurs, les capitalistes financiers et les propriétaires fonciers (2). Sur ces cinq classes, quatre sont liées au procès de travail capitaliste, ce sont : les salariés, les capitalistes entrepreneurs, les capitalistes financiers et les propriétaires fonciers. Une se situe en dehors de ce procès de travail : les travailleurs indépendants.

De cela il résulte que le développement du mode de production et d'échange capitaliste entraîne la disparition des travailleurs indépendants. En effet, puisque cette classe sociale se situe en dehors du procès de travail capitaliste, partout où le capitalisme s'installe les travailleurs indépendants disparaissent. Une petite minorité d'entre eux deviennent des capitalistes, les autres, c'est-à-dire l'immense majorité deviennent des salariés.

La classe des travailleurs indépendants est donc une classe sociale destinée à disparaitre avec le développement du capitalisme. C'est effectivement ce qui s'est produit, comme nous le montrent les statistiques.

Aux Etats-Unis, le pourcentage des travailleurs indépendants, par rapport à la population active, a évolué comme suit de 1870 à 1954 (3) :

Désignation	1870	1954
—	%	%
Total des travailleurs indépendants	40,4	13,3
dont : cultivateurs	27,1	5,9
commerce et affaires ..	11,4	6,0
professions libérales ..—	1,1	1,4

Ainsi, par rapport à la population active, les travailleurs indépendants qui, en 1870, représentaient 40,4 % ne représentaient plus, en 1954, que 13,3 %. La plus forte diminution s'est produite dans l'agriculture, et seuls les travailleurs indépendants des professions libérales ont très légèrement augmenté. Depuis 1954, le mouvement d'élimination des travailleurs indépendants n'a fait que s'accentuer aux Etats-Unis comme cela ressort des indications générales sur le nombre des non-salariés, qui sont constitués essentiellement par des travailleurs indépendants.

De 1950 à 1964, le nombre des non-salariés aux Etats-Unis est passé de 10.732.000 à 7.690.000, soit une diminution de 28,4 %. Ainsi en 1964, les non-salariés ne représentaient plus que 6,1 % de la population active.

Ce qu'il faut retenir de ces statistiques, ce ne sont pas les chiffres absolus, mais leur mouvement. Dans la mesure où les travailleurs indépendants subsistent encore, ils sont refoulés dans des activités secondaires, notamment dans les services, ou dans des activités dépendantes de la production capitaliste, comme les petites réparations.

Nous avons déjà vu plus haut qu'aux Etats-Unis les travailleurs indépendants sont entièrement concentrés dans le commerce et les professions libérales ; voici, d'après le recensement de 1954 en France, dans quelles activités se répartissent les travailleurs indépendants (4) :

CATEGORIES	Travailleurs indépendants Total	%	Capitalistes Total	%
	—	—	—	—
Industrie	»	»	76.480	100
Artisans	458.000	69,8	198.060	30,2
Gros commerce	47.600	33,8	93.100	66,2
Petit commerce	762.080	80,0	189.960	20
Professions libérales	68.460	60,9	43.960	39,1
Professeurs, professions littéraires et scientifiques	2.680	81,7	600	18,3
Instituteurs, services médicaux et sociaux ..	20.460	93,3	1.460	6,7
Personnel de services	21.380	96,9	680	3,1
Artistes	15.940	94,7	900	5,3
Policiers privés	140	100,0	»	»
Total	1.396.740	69,8	605.200	30,2

On voit d'après ces données qu'il n'y a pas de travailleurs indépendants dans l'industrie, que le capitalisme a entièrement envahie. On constate aussi que l'écrasante majorité des travailleurs indépendants se situe dans le commeerce de détail et chez les artisans (5), c'est-à-dire dans des activités secondaires ou dépendantes de la production capitaliste.

Il est évident que cette disparition des travailleurs indépendants ou leur refoulement dans des activités secondaires a comme conséquence de réduire leur poids économique et social au profit des salariés.

Des quatre classes liées au procès de travail capitaliste, deux sont le produit direct de la propriété personnelle et, par conséquent, disparaissent avec elle. Ce sont les capitalistes entrepreneurs dont l'existence repose sur la propriété personnelle des moyens de travail, et les propriétaires fonciers qui reposent sur la propriété personnelle de la terre.

Les capitalistes entrepreneurs, nous l'avons vu, disparaissent automatiquement avec la transformation de la propriété personnelle en propriété impersonnelle des sociétés par actions où ils sont remplacés par des directeurs salariés. Dans la mesure où des capitalistes entrepreneurs subsistent, c'est dans des activités dépendantes de la grande industrie secondaire. Sauf de rares exceptions, ce sont en général de petits et moyens capitalistes. C'est ainsi qu'en France en 1958 sur le total des entreprises employant des salariés, 95,4 % n'employaient que de un à dix salariés. Autrement dit, l'écrasante majorité des capitalistes entrepreneurs était constituée de petits capitalistes.

Là aussi il est évident que la disparition progressive des capitalistes entrepreneurs ou leur refoulement dans des activités de moindre importance économique a comme conséquence de réduire leur poids économique et social.

C'est le même processus qui se produit pour les propriétaires fonciers, mais beaucoup plus lentement en raison de la nature particulière de la propriété foncière qui confère automatiquement un monopole. L'agriculture reste le bastion des propriétaires fonciers, car dans ce secteur la transformation de la propriété personnelle en propriété impersonnelle est très lente. Sauf aux Etats-Unis, où les sociétés anonymes semblent se développer dans l'agriculture, c'est par la voie coopérative ou les nationalisations que la transformation s'opère ici. Par contre, la propriété foncière urbaine, qui se développe avec l'extension des villes, prend plus rapidement la forme de la propriété impersonnelle des sociétés par actions.

De toute façon la classe des propriétaires fonciers ne peut pas augmenter en nombre puisque la surface de la terre est limitée. Au contraire, elle est destinée à diminuer en raison de la concentration de la terre qui, pour être lente, n'en est pas moins réelle. Et dans la mesure où la propriété collective se développe, que ce soit sous la forme de sociétés par actions, de coopératives ou de nationalisations, les propriétaires fonciers disparaissent.

La conséquence est donc là aussi une réduction du poids social et économique de cette classe qui, depuis un siècle, dans tous les pays évolués, est passée à l'arrière-plan de la scène sociale.

Contrairement aux capitalistes entrepreneurs et aux propriétaires fonciers, les capitalistes financiers augmentent en nombre. En effet, avec les sociétés par actions, les capitalistes entrepreneurs et les propriétaires fonciers deviennent des actionnaires, c'est-à-dire de simples capitalistes financiers. D'autre part, avec la diffusion des actions dans le grand public, la masse des actionnaires s'accroît considérablement. Seulement ces actionnaires se diluent de plus en plus dans la grande masse des prêteurs d'argent qui ne voient dans leurs actions qu'une source supplémeentaire de revenus ou bien une garantie pour leurs vieux jours. Si bien que le poids économique et social de cette classe tend à se confondre avec celui de la masse des épargnants et des retraités.

Ainsi des quatre classes que nous venons d'examiner, trois sont en voie de disparition : les travailleurs indépendants, les capitalistes entrepreneurs et les propriétaires fonciers ; une, les capitalistes financiers, se dilue de plus en plus dans la masse des épargnants. Reste la classe des salariés. C'est la seule qui s'accroisse au point d'absorber toutes les autres. Cela est la conséquence même du développement du mode de production capitaliste, qui, étant construit sur la séparation juridique entre les moyens de travail et les travailleurs, implique l'augmentation du nombre des salariés. D'autre part, le passage de la propriété personnelle à la propriété impersonnelle transforme toutes les fonctions dirigeantes en fonctions salariales.

Aujourd'hui, dans tous les pays évolués, les salariés constituent la majorité absolue de la population active et dans les plus évolués, ils représentent même l'écrasante majorité, atteignant des pourcentages très élevés. Mais plus important que les chiffres absolus est le mouvement qui montre que le nombre des salariés s'accroît sans cesse. Voici comment le pourcentage des salariés a évolué ces dernières années dans trois pays occidentaux :

Etats-Unis	1950 :	89,7	1964 :	93,9
Allemagne fédérale	1950 :	68,6	1962 :	77,4
France	1954 :	64,4	1962 :	71,6

Les statistiques de la composition de la population active nous montrent donc que l'évolution générale des classes tend à la fusion de toutes les classes dans la classe des salariés. Autrement dit, la fonction salariale devient la forme générale de participation des hommes à l'activité économique.

Avec la modification intervenue dans la propriété, la constitution de monopoles dominant toute l'activité économique et l'accroissement de la classe des salariés, les rapports économiques et sociaux ont subi, eux aussi, des transformations.

***

La société capitaliste, nous l'avons vu dans la première partie de cet ouvrage, est une société marchande, en ce sens que la production est faite exclusivement en vue de la vente. Tout se vend,

(1) Cette troisième partie, non encore entièrement achevée, ne sera pas publiée dans la « R.P. », tout au moins pour le moment. Aussi pour ceux qui veulent avoir une idée sur cette transformation du capitalisme en économie d'Etat, je leur conseille de lire dans la collection « Que sais-je » ? l'opuscule sur « Le Socialisme » par G. Bourgin et P. Rimbert, où ils trouveront un passage sur cette question.

(2) Ce passage sur l'évolution des classes sociales est très concentré, car les lecteurs de la « R.P. » ont pu lire l'année dernière mon étude sur les classes sociales de laquelle il est tiré.

(3) Les premières statistiques sont tirées de Leonard Reissmann : « Les classes sociales aux Etats-Unis » (p. 298), les secondes du « Statistical Abstract » 1965.

(4) Ce classement a été effectué par Henri Bartoli dans ses « Cours de systèmes et de structures économiques » de l'année 1962-63. Paris (p. 185).

(5) Le fait qu'il y ait des artisans classés sous la rubrique capitalistes provient de ce que de nombreux artisans emploient un certain nombre de salariés autorisé par la loi.

qu'il s'agisse de produits comme les biens ou de services. La force de travail, seule chose que possèdent les salariés, est aussi une marchandise qui se vend. De cela, il résulte que le marché est le terrain sur lequel se rencontrent tous les participants à l'activité économique. C'est donc par le canal du marché que s'établissent les rapports économiques et sociaux. Or ces relations reposent sur deux postulats : la propriété privée et le contrat.

Dans le capitalisme libéral, propriété privée et contrat sont esseentiellement individuels et personnels. Les rapports économiques et sociaux qui s'établissent sur cette base sont donc aussi individuels et personnels. Il est évident que toute transformation dans la nature de la propriété et du contrat entraine une modification dans les rapports économiques et sociaux.

En ce qui concerne la propriété, nous avons vu la profonde transformation qu'elle a subie : de propriété personnelle individuelle, elle est devenue une propriété impersonnelle et collective avec le développement des sociétés par actions. Avec les monopoles, elle est devenue une propriété intégrée, organisée dans un ensemble d'activités où la planification de la production et des échanges remplace la concurrence individuelle. Dans les secteurs non monopolisés de l'économie, la propriété a gardé son caractère personnel et individuel, mais, à la fois pour faire face aux monopoles et aux fluctuations économiques, les entreprises de ces secteurs se sont organisées en syndicats professionnels ou en coopératives. C'est notamment le cas dans l'agriculture.

Ainsi, soit parce qu'elle a perdu son caractère individuel avec les sociétés par actions et les monopoles, soit parce qu'elle s'est organisée en syndicats ou coopératives, la propriété a pris partout une forme collective et organisée.

Parallèlement à cette organisation de la propriété, s'est développée l'organisation des travailleurs salariés qui a substitué des rapports collectifs aux rapports individuels entre patrons et salariés. C'est, en effet, vers la fin du XIXe siècle que l'organisation professionnelle des travailleurs a commencé à se développer avec ampleur. Selon Werner Sombart (6), qui a noté ce phénomène de l'organisation modifiant les rapports économiques et sociaux, il y avait déjà en Angleterre 1.502.358 syndiqués en 1892. Il y en avait 277.659 en Allemagne en 1891, 402.125 en France en 1893 et 444.500 aux Etats-Unis en 1897. Et en 1912, dans les huit principaux pays capitalistes, le nombre des syndiqués était déjà très important :

Allemagne	3.753.807	Italie	971.667
Belgique ..	231.835	Suède ...	121.866
France	1.027.059	Suisse ...	131.380
Angleterre	3.281.003	Etats-Unis	2.256.112

Devant cette progression de l'organisation syndicale des travailleurs faisant face à l'organisation de la propriété dans tous les domaines, les relations individuelles entre patrons et salariés ont cédé la place à des relations collectives entre syndicats patronaux, cartels ou trusts et syndicats de salariés. Le contrat collectif a remplacé le contrat individuel, comme le note André Marchal :

« Le droit des coutrats, lui aussi, a subi de graves transformations. Au contrat purement individuel, s'est ajouté le contrat collectif, la convention collective signée, par exemple, entre un groupe de patrons et un syndicat ouvrier, et fixant les conditions auxquelles devront se soumettre par la suite les contrats individuels... » (7).

Ainsi, au sein même du capitalisme, les relations économiques et sociales deviennent collectives, par suite de la transformation intervenue dans la nature de la propriété. Or cette tendance est encore accentuée par l'intervention du législateur qui codifie de plus en plus le droit de propriété et le droit du contrat.

La législation sur le droit de propriété, qui est la base sur laquelle reposent les rapports économiques et sociaux, a subi de profondes transformations depuis le fameux code Napoléon qui était considéré comme la quintessence du droit de propriété. Il est vrai que l'article 544 de ce code, tout en affirmant solennellement ce droit de propriété, portait en lui toutes les possibilités de le démolir. En effet, constate un auteur, si dans la première partie de cet article « la nature inconditionnelle du droit de propriété est affirmée... à la fin de l'article cette liberté (du propriétaire) est cependant limitée dans tous les cas où la loi et les règlements de la communauté peuvent imposer d'importantes limitations » (8). Or, ajoute-t-il, « il est bien connu qu'après 1789 les lois et les règlements dans tous les pays ont imposé de nombreuses restrictions au droit de propriété... Il est caractéristique que dans un autre grand pays européen le code, qui fit son apparition environ un siècle après celui de Napoléon, le « Bürgerliches Gesetzbuch » d'Allemagne, qui entra en vigueur en 1900, l'affirmation sur la nature inconditionnelle ou inviolable du droit de propriété a disparu. C'est ainsi que l'article 903 du « Bürgerliches Gesetzbuch » dit : « Le propriétaire d'une chose, à condition que ni la loi ni les droits des tiers ne l'empêchent, dispose de la chose à sa guise et à l'exclusion de tous autres... ».

Concernant plus particulièrement la France, un autre auteur a écrit :

« Vers la fin du XIXe siècle et depuis, les atteintes de plus en plus graves au droit de propriété se sont multipliées. Parmi les lois qui les ont consacrées (en France), on peut rappeler d'abord la loi du 5 avril 1884 imposant l'assainissement des locaux insalubres, celle du 5 février 1892 organisant l'expropriation pour cause d'insalubrité, celle du 21 juin 1898 permettant à l'administration d'imposer la démolition des édifices menaçant ruine, toute la législation des lotissements à partir du 14 mars 1919, législation imposant aux propriétaires l'obligation de prévoir des conditions d'hygiène pour les habitations à édifier... » (9).

Après la première guerre mondiale, ces mesures n'ont fait que se multiplier. Notons, toujours pour la France, la loi du 25 février 1925 sur l'obligation de supporter l'établissement de conducteurs électriques, la législation sur le blé, celle sur la viticulture, la législation sur les loyers (10).

Cette limitation du droit de propriété n'est pas particulière à la France, on la trouve partout.

« D'une manière générale, écrit un économiste américain, chacun se rend compte que l'entreprise privée n'est plus tout à fait privée comme on l'entendait il y a cent ans. Les directeurs des grandes affaires en particulier sont soumis à toutes sortes de contrôles, d'enquêtes et d'ingérences qu'ils ont souvent le sentiment que leur pouvoir de diriger leurs affaires a pratiquement disparu... » (11).

---

(6) Werner Sombart : « L'Apogée du capitalisme », Paris 1932, tome II, p. 192.

(7) André Marchal : « Cours de structures et de systèmes économiques », licence de troisième année 1954-1955, tome I, p. 52.

(8) F. Vinding Kruse : « The right of property », Londres 1939 (pp. 7 et 8).

(9) René Gonnard : « La propriété dans la doctrine et dans l'histoire », Paris 1943 (p. 36).

(10) Lois du 4-7-1931, 8-7-1933 et 30-7-1935.

(11 John Clark : « Social control of business », New York 1939.

De son côté le professeur André Marchal notait dans ses cours que « depuis un siècle, par suite de limitations directes et indirectes, le propriétaire a vu se restreindre son « jus fruendi ». Les limitations directes sont innombrables. Ce sont toutes celles qui résultent des multiples réglementations concernant l'alcool, le tabac, l'exploitation des mines et des chutes d'eau, l'emploi de certains produits toxiques, les loyers, etc. Quant aux limitations indirectes qui, contrairement aux limitations directes, atteignent la matière même du droit de propriété, elles résultent de la législation industrielle et commerciale, de la législation agricole, des contraintes imposées aux propriétaires par les collectivités... » (12).

Et le professeur Marchal conclut :

« De droit qu'elle était, la propriété est devenue peu à peu une fonction sociale. »

Nous pourrions multiplier les citations, elles pullulent. Aujourd'hui il n'est pas un économiste, pas un juriste qui ne doute que le droit de propriété a été considérablement limité et se trouve encadré par toute une législation.

Dans la société capitaliste tout étant propriété, les relations entre les hommes qui s'effectuent à travers le marché se traduisent par une cession du droit de propriété. En effet, vendre n'est rien d'autre que céder le droit de disposer d'un objet quelconque ou bien des droits d'utilisation de quelque chose. Or une telle cession, sauf pour de menus objets ou de menus servicees, repose sur le contrat où les deux parties stipulent les conditions de la cession. Dans la société capitaliste libérale, ce contrat était librement établi par les deux parties et la puissance publique n'intervenait que pour le faire respeecter. Mais avec l'évolution du capitalisme vers les monopoles, la liberté du contrat n'a cessé de se restreindre.

La première limitation du contrat a certainement été l'introduction de la « lésion » qui permet la rescision du contrat. Qu'il s'agisse du contrat de travail, du contrat de location, du contrat d'assurance, du testament, dans tous ces contrats le législateur s'est inséré. Si bien qu' « on pourrait ainsi reprendre l'un après l'autre tous les droits privés. Tous s'effacent ou disparaissent devant l'intérêt social » (13).

En effet, « le législateur présume la faiblesse de toute une catégorie de contractants et prohibe, pour la protéger, les conventions et les clauses qui porteraient atteinte à leurs intérêts. Pour faire cesser l'inégalité contractuelle, il interdit la lutte. Il est alors obligé de donner lui-même les règles à suivre. Il propose à l'adhésion des intéressés des types rigides ou semi-rigides... de contrats.

« On ne peut par le contrat déroger aux lois qui règlent l'organisation de l'Etat, de la famille, de la profession réglementée... » (13).

Ce qui a fait dire à Schumpeter que « le contrat contemporain stéréotypé, anonyme, impersonnel et bureaucratisé... n'a conservé aucune de ses anciennes qualités dont les plus importantes sont devenues incompatibles avec l'existence de sociétés géantes ou avec des masses impersonnelles d'ouvriers ou de consommateurs. Le vide a été comblé par une jungle tropicale de nouvelles réglementations légales... » (14).

Il n'y a pas que le contrat d'ordre purement économique qui se trouve modifié. Il en est de même du contrat social entre patrons et salariés. Ecoutons ce qu'en dit Gaëtan Pirou :

« La substitution d'un accord intersyndical aux contrats individuels pour la fixation du statut du travail entraîne de profondes modifications dans le mécanisme du marché du travail...

« Les clauses de l'accord intersyndical porteront la marque du fait que, du côté patronal comme du côté ouvrier, elles seront discutées et finalement signées par des représentants de collectivités et non par les intéressés eux-mêmes individuellement considérés. Cette substitution du groupe à l'individu aura l'avantage d'assurer aux signataires plus de puissance... ».

Et Gaëtan Pirou de conclure :

« Qu'il s'agisse de la concentration, des ententes et des trusts, ou des coalitions ouvrières, des syndicats professionnels, des contrats collectifs, dans les deux cas, le collectif a effacé ou relégué à l'arrière-plan l'individuel, cependant que le monopole s'efforçait de prendre la place de la concurrence...

« Dans les deux cas aussi, l'abstentionnisme, qui pouvait être naguère la doctrine de l'Etat, doit nécessairement faire place à une attitude d'intervention ou au moins de contrôle... » (15).

Ainsi nous constatons qu'en raison même de la transformation de la propriété personnelle en propriété impersonnelle, de la transformation de la libre concurrence en monopoles et de toutes les conséquences qui en ont résulté, les rapports sociaux dans la société capitaliste ont cessé d'être individuels pour devenir collectifs. Et en devenant collectifs, ils se transforment en loi régissant non plus tel ou tel individu, mais la population tout entière.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

On discute beaucoup aujourd'hui des changements interveenus dans le régime capitaliste, et les adversaires du socialisme en tirent argument pour affirmer que toutes les perspectives socialistes se sont effondrées. Mais pour un socialiste, et surtout pour un marxiste, il est tout à fait normal que le capitalisme ait évolué et subi des transformations. La question à débattre n'est donc pas de savoir si le capitalisme a changé ou non, mais de savoir dans quel sens il a changé. Or, comme on vient de le voir, il ne fait pas de doute que les transformations qu'a subies le capitalisme vont dans le sens du socialisme. En effet, la propriété des moyens de travail est devenue collective, la libre concurrence a cédé la place à l'organisation économique dans le cadre des monopoles, la gestion de l'économie est devenue indépendante de la propriété, laquelle se dilue de plus en plus dans la masse des épargnants ; les salariés deviennent pratiquement la seule classe de la société et les rapports économiques et sociaux deviennent collectifs.

Toutes ces transformations se situent incontestablement sur la voie du socialisme. Donc les prévisions des socialistes du siècle dernier se sont entièrement vérifiées. Avec ces transformations, le capitalisme a atteint son apogée. Désormais il n'est plus capable de progrès et son élimination est devenue une nécessité historique. Toute la question est maintenant de savoir comment se fera cette élimination. Or depuis la grande crise des années trente, elle est virtuellement commencée avec le développement de l'économie d'Etat. Ce sera précisément l'objet de la troisième partie de cet ouvrage d'examiner la transformation du capitalisme en économie d'Etat.

Pierre RIMBERT.

---

(12) André Marchal : « Cours de structures et systèmes économiques », année 1954-55.

(13) G. Ripert : « Le régime démocratique et le droit civil moderne », Paris 1948 (pp. 227, 253 et 256).

(14) Joseph Schumpeter : « Capitalisme, socialisme, démocratie » (p. 241).

(15) Gaëtan Pirou : « Economie libérale et économie dirigée », tome II, pp. 62 et 64.

La condition ouvrière en Espagne

Pour tenter une analyse sérieuse de la situation actuelle du peuple espagnol depuis plus de trente années de dictature franco-phalangiste, il faut écarter par avance toute démagogie : depuis plusieurs mois, sur tous les tons, on parle et on écrit au sujet de la « succession », de la pseudo-« démocratisation », de « l'amnistie » et de la dernière « loi organique » ; il est très logique que tout le monde fasse ses commentaires sur les manœuvres du gouvernement franquiste, tout en sachant que ce régime de dictature ne concédera de véritables libertés que sous la poussée du peuple. Et si la pression de l'autorité s'adoucit, ce n'est pas pour relâcher sa domination, mais pour gagner de nouvelles positions dans le domaine politico-économique mondial ; quand Franco nous vante les vertus de sa « démocratie organique » : (esprit comme souffle), la réalité est qu'aujourd'hui comme hier, son régime est fidèle à son origine nazi-fasciste, et sa haine pour le peuple est totale et tenace.

N'oublions pas que lorsque le fascisme fit la guerre en Espagne contre les ouvriers, son objectif était de pulvériser la force syndicale de la C.N.T. et de l'U.G.T., les deux centrales qui par leur influence, faisaient avancer les travailleurs espagnols vers leur émancipation, qui les rendrait responsables de la production, de l'administration et de la distribution des produits de leur travail.

La haine et la peur du peuple, provoquèrent la « croisade » des trois dictatures, celle du capitalisme autarchique, celle du mouvement idéologico-administratif et celle de la politique personnelle du « caudillo ». Cette diabolique trinité causa deux millions de morts et rendit esclaves 31 millions d'Espagnols.

A la fin de la guerre, le syndicalisme espagnol, avec son passé glorieux et tragique à la fois, disparut comme une force organisée dans la sphère nationale ; dans le pays, il n'y avait aucune autre organisation ouvrière, car la réaction ne put jamais créer de syndicats jaunes. C'est dans le cours de l'année 1938 que les fascistes se décidèrent à créer les syndicats verticaux, sans grand enthousiasme, seulement pour complaire aux disciples du leader phalangiste José Antonio. Le syndicat vertical n'avait ni idées, ni programme ; il naissait d'un système hybride, un certain plagiat des fascistes italiens et des jeunesses hitlériennes, ajoutant des emplâtres de traditionalisme et autres démagogies totalitaires, avec les slogans rituels : la patrie, « tout pour la patrie », « pour le pain et la justice ». Les premiers noyaux sont formés des très jeunes, des « balillas » et « pelayos », et les tâches syndicales sont confiées à la police armée, la garde civile et à la brigade politico-sociale que dirige le sinistre inspecteur Conesa.

Durant quelques années, la Maison Nationale Syndicale ne fut autre qu'un centre « bienveillant », pour accueillir les inoccupés qui avaient donné des preuves de leur fidélité au régime ; les phalangistes, les avocats sans cause ou qui avaient terminé leur carrière, les journalistes sans talent et sans emploi, hordes de gens qui n'avaient rien à perdre et qui espéraient ramasser quelques restes de ceux qui payaient et commandaient.

Le Mouvement fut satisfait d'avoir avec les syndicats verticaux une armée efficace pour neutraliser, si nécessaire, toutes les exigences que les esclaves du travail auraient pu manifester et pour que les travailleurs espagnols soient soumis et muets. A cette fin, on emploie la méthode du professeur Pavlov des « réflexes conditionnés » : des chiens traités en son laboratoire, Pavlov fit des automates qui obéissent au son d'une cloche...

Grossière erreur de l'Etat qui a cru que l'on peut conditionner les réflexes de tout le peuple espagnol. En outre, la cherté de la vie monte en flèche et les bas salaires restent stagnants, le chômage est important. L'urgente clameur qui sort des maisons misérables exige des mesures radicales que Franco ne prend pas. La protestation se généralise et prend un caractère alarmant pour les dirigeants. On s'inquiète, on craint sans doute qu'entre les égarés, jaillisse un nouveau Catilina qui, à la tête des désespérés, attaquerait les fondations de l'empire.

Il ne s'est pas produit de rébellion armée, mais la classe ouvrière prend conscience de sa situation. Un exemple fut donné le 1er mai 1947, avec la grève des facturiers de Euskalduna, en plein cœur de Bilbao. Partant du pont Cero, un groupe ouvrier fit face au pouvoir.

L'exemple fut suivi par les étudiants des universités de Madrid, de Valence, de Barcelone, au cri de Liberté, en 1957. Après, ce sont les mineurs asturiens en 1958 : 25.000 grévistes manifestent exigeant une hausse de salaire et la liberté syndicale. Devant la vague des conflits qui paraissent concertés dans tout le pays, le gouvernement nomme José Solis Ruiz, ministre du Mouvement, délégué national des syndicats verticaux, lequel a pour mission d'imposer l'ordre « taillant dans le vif ».

C'est précisément sous le commandement de Solis que vont se produire les plus grands conflits sociaux. Dans les syndicats et hors des syndicats, on exige des salaires meilleurs, d'autres conditions de vie et de travail. Accusés de manœuvres subversives, de nombreux travailleurs sont renvoyés de leur travail et incarcérés. Dans les dernières années, plus de 1800 participants sont victimes de la répression pour avoir provoqué ou dirigé des grèves. Malgré cela, les manifestations se succèdent dans les grandes villes et les centres miniers, revendiquant la liberté syndicale et la démocratie. Il est clair que ces manifestations populaires ne sont pas œuvre de génération spontanée ; dans tout cela, se devine la semence du syndicalisme traditionnel révolutionnaire et la présence des survivants qui maintiennent leur façon de sentir et de penser. De là, la hiérarchie part, recourant aux purges habituelles, frappant comme un sourd, menaçant des pires châtiments les « brebis galeuses ».

Il n'y a pas de remède, le progrès est irréversible et ne peuvent rien contre lui les habituelles démagogies des ultras du régime qui, ne connaissant pas les ouvriers, se sont faits à l'idée qu'avec leur syndicalisme d'Etat, ils ne connaitraient aucun problème et pourraient dormir tranquilles.

Maintenant, ils annoncent une nouvelle loi syndicale ; jusqu'à présent, tous les salariés espagnols appartiennent à l'organisme vertical, les patrons retiennent sur le salaire de leurs ouvriers des cotisations qui vont dans les caisses du Mouvement et du parti unique, lequel fait à son gré la politique économique. Comment est administré cet argent de souvriers ? Pour le savoir, nous nous reportons à Julian Ariza, qui écrit dans « Le Bulletin d'Information de législature ouvrière » de juillet 1966 que tandis que l'on octroie des retraites de l'ordre de 300 pesetas par mois, ou des pensions mensuelles de veuves de 130 pesetas, les Mutualités ouvrières ont engouffré dans les entreprises capitalistes, en 1962, des sommes de l'ordre de dix milliards de pesetas.

Selon la revue « Syndicalisme », de mai 1965, ont été versées aux Mutualités, Caisses de Secours, Institut National de Prévision et Caisses d'Epargne, des sommes atteignant le total fabuleux de 120 milliards de pesetas. Et ce n'est pas tout : environ un milliard de pesetas a financé la R.E.N.F. (Compagnie de chemins de fer), deux milliards la firme métallurgique d'Endidesa et un milliard l'entreprise électrique Enher... Par contre l'on abandonne à leur triste sort des milliers et des milliers de travailleurs dans le besoin, tandis qu'on utilise leur argent pour financer des entreprises au seul profit de l'oligarchie économique dominante.

Pouvoir d'achat de la peseta : Le salaire minimum interprofessionnel est de 84 pesetas, ce qui fait par personne pour une année, moins de 24.000 pesetas. Le gain mensuel d'un ménage avec deux enfants, à Madrid, s'élève à 7.000 pesetas par mois (information publiée dans « Actualité Economique » du 16 juillet 1966). Le revenu annuel « per capita » est de 35.650 pesetas et la part affectée à l'alimentation est de 40 % du gain familial. Les denrées alimentaires ont subi une augmentation de 15 % en 1964, et une autre de 15,8 % en 1965, soit un accroissement du coût de la vie de 6,6 à 10,5.

En décembre 1966, l'Institut National de la Statistique déclarait qu'au cours de ces 8 dernières années, le coût de la vie a subi une augmentation de 64,8 %. Aussi l'ouvrier qui n'a pas un salaire insuffisant pour vivre, se voit obligé de rechercher un emploi supplémentaire et de « travailler dans un autre secteur ».

Pour ne pas abuser des chiffres, nous terminons avec ces brefs exemples : Revenu annuel par personne, selon les plus récentes statistiques du mois de mars 1967 : France : 6.702 francs. — Angleterre : 6.682 francs. — Italie : 3.737 francs. — **Espagne : 2.413 francs** et Portugal : 1.545 francs.

Mais cela ne préoccupe guère les responsables du régime ; d'après eux, la situation précaire économique et sociale des ouvriers est une question qui appartient de droit à Solis, le responsable syndical, et dans un cas extrême, à l'armée policière.

L'opinion publique fait cause commune (moralement) avec les ouvriers pour une augmentation substantielle des salaires. Tandis que la presse domestique répète que grâce à « la démocratie organique » le peuple est protégé, vit bien et jouit de la paix. Les syndicats verticaux vus de loin et superficiellement ont l'apparence d'une organisation démocratique par la loi des contrats collectifs, que les syndicats discutent dans les entreprises et pour que l'on tolère de créer les représentants ouvriers appelés « Enlaces » et « Jurados », avec de petites attributions et une protection légale minime, mais qui sont, au sein des entreprises, les uniques porte-parole autorisés des travailleurs.

Pour mieux contrôler la vie syndicale, et donner l'impression d'une respectable légalité, à la fin de 1966 ont eu lieu les élections de la centrale « Nationale Syndicaliste ». Pour six ans, les 8 millions et demi d'ouvriers ont pu voter pour élire 185.000 « enlaces » desquels sortiront 20.000 jurés, qui pourront intervenir dans les contrats collectifs.

Sans ignorer les mobiles que poursuivent les organisateurs, nous ne pouvons nier l'importance que revêtent ces élections et les perspectives qu'elles offrent dans les circonstances actuelles, pour tous ceux qui, au sein de cet organisme, luttent pour un syndicalisme de base essentiellement démocratique.

En divers lieux de l'Espagne, commentant avec les ouvriers l'importance de ces élections, j'ai entendu fréquemment des phrases semblables à celles de Gonzalez, de la métallurgie madrilène : « Cette possibilité qui se présente à nous, qui sommes à la recherche de nouvelles structures syndicales, nous ne devons pas la perdre. Nous qui désirons un changement fondamental de notre condition, c'est le moment ou jamais, pour qu'au-dessus des règlements et des basses manœuvres électorales, de ceux qui n'en négligent aucune, nous sachions bien voter en faveur des plus capables, de ceux qui à tout moment de la vie journalière ont démontré leur préoccupation pour la défense des intérêts ouvriers et ont présenté des solutions de nos problèmes. Aux militants de toutes tendances qui, pour diverses raisons sont restés en marge, le jour est arrivé pour agir avec décision. Au contraire, s'abstenir serait commettre une erreur qui aurait de graves conséquences pour nous tous... »

Les élections syndicales sont terminées, nous sommes informés que beaucoup de militants de l'opposition ont accepté des responsabilités, y compris certains libertaires, pour ne pas laisser le champ libre à ceux qui obéissent à des consignes étrangères et pour que l'émancipation des travailleurs puisse être l'œuvre propre de ceux-ci.

Il ne me convient pas de juger si les compagnons libertaires qui ont pris parti dans les élections, ont bien ou mal fait, je n'ai pas à prendre position en ce qui concerne les tactiques qui sont propres à ceux qui étaient sur l'enclume. Sans préjuger de l'importance du cas, ni tenir compte de ce que l'on pense ici ou là ; il me paraît que si j'avais été en Espagne sans être en prison, je serais avec mes compagnons de travail, à défendre les droits de l'homme et semer des idées de justice.

Les choses étant ce qu'elles sont dans les syndicats, avec tous les défauts inhérents à leur origine fasciste, il y a toujours manière de lutter et de faire quelque chose de positif, en tous cas, qui soit plus rentable pour la réussite de la liberté que les gestes faits ou projetés par le groupe « 1er Mai » à Rome et Madrid...

La tragique condition ouvrière exige des remèdes urgents... Au contraire, les grèves et les manifestations seront chaque jour plus nombreuses et plus graves ; graves parce que les ultras de la Phalange sont capables de lancer leurs hordes pour la tuerie des ouvriers, la menace a été déjà lancée par un ultra, directeur d'une revue madrilène, lequel a écrit : « Si vous continuez à faire des grèves, vous abuserez de notre patience et alors, il y aura des morts, beaucoup de morts... » Telle est la voix du régime, toujours le même, offrant un peu de liberté et la récupérant à l'instant. Tous les postes de commandement sont dans les mains de fascistes accomplis, gouverneurs civils, chefs militaires, de la police, de la garde civile, etc... Tant que tout cela ne sera pas balayé, l'Espagne ne vivra pas en paix, et sur la tête du peuple restera suspendue l'épée de Damoclès.

A. HERNAEZ.

LE VATICAN ET LA MORALE

L'Osservatore Romano, organe officiel du Vatican, demande que soit créé en Italie un ministère de la Santé Morale. Car, selon le très saint journal, la moralité, surtout la moralité sexuelle, laisse à désirer dans ce pays.

Si un tel ministère était créé, il pourrait commencer par vérifier la chasteté des prêtres qui ne doit pas être très pure. Ensuite, il pourrait rechercher dans quelle mesure les très bons catholiques pratiquent le cocufiage, précisément parce qu'ils n'admettent pas le divorce. Une telle recherche pourrait peut-être révéler que s'il y a dégradation de la morale sexuelle, l'Eglise catholique en porte la responsabilité.

LE SENS DE L'AGITATION CHINOISE

Il fallait mettre beaucoup de bonne volonté pour voir, dans le mouvement dit des « gardes rouges » la deuxième phase, antiétatique celle-là, de la Révolution chinoise. Surtout en suivant l'interprétation que Robert Louzon nous en a donnée. S'il est vrai que tel ou tel journaliste optimiste, ou stupide, ou vénal, l'expliquait comme une étape de progrès révolutionnaire, pour une plus grande et plus profonde application du socialisme, et de l'égalité économique, Louzon aurait dû se rappeler d'une part toutes les louanges qui, pendant trente ans, furent prodiguées à Staline et à son comportement par d'autres journalistes, et d'autre part que Mao avait déjà montré de quoi il était capable lors de la campagne du « socialisme aux cent fleurs », qui devait aboutir à une libéralisation du régime, et qui, au contraire, lui permit de découvrir, pour leur exécution, ou leur internement, un nombre indéterminé, mais très important, d'amants de la liberté.

Mais son raisonnement a été autre. Les anarchistes, nous a-t-il dit, ont montré qu'ils avaient raison en dénonçant le danger de l'Etat s'ankylosant inévitablement et devenant, inévitablement aussi, un instrument d'oppression et d'exploitation. (Ou plus exactement, la Révolution russe a démontré qu'ils avaient raison.) Mais la révolution chinoise est en train de montrer que Marx avait aussi raison quand il prévoyait la disparition de l'Etat, parce que devenu innécessaire, dans la deuxième phase maintenant atteinte du socialisme (ou du triomphe d'un parti « socialiste »). La révolution des gardes rouges est une lutte pour la disparition de l'Etat.

Outre que cette interprétation des faits est absolument inexacte, comme nous allons le voir, elle est, en premier lieu, extrêmement dangereuse, car elle prédispose à accepter l'emploi de l'Etat dans la révolution, puisque cela pourrait ne pas devoir amener l'apparition d'une dictature sur la population, sur la société. De là à adhérer au communisme chinois, il peut, pour beaucoup de ceux qui se laissent prendre à de telles théories, n'y avoir qu'un pas.

Disons d'abord que le schéma de la disparition de l'Etat, qui a été tracé par Engels beaucoup plus que par Marx, est tout différent de ce qui s'est passé en Chine, quand fut déclenchée la campagne des « gardes rouges ». Selon Engels, dont les thèses furent reprises par Lénine dans *l'Etat et la Révolution*, à mesure que le socialisme s'affirmerait par la disparition des classes et la généralisation de l'égalité économique, l'Etat, essentiellement instrument de domination d'une classe sur une autre et donc de combat de cette classe contre la classe ennemie — bourgeoise et capitaliste en l'occurrence — devient innécessaire et dépérit. Il n'est pas même dissous par la volonté des hommes, il meurt de mort naturelle, par suite de l'absence de besoin qu'on en a. Vision biologique des choses, comme celle de Marx dans l'évolution « inévitable » du capitalisme menant fatalement à la concentration du capital, à la paupérisation du prolétariat, donc au socialisme...

La Chine nous présente des faits tout différents. D'abord, on est loin de la généralisation de l'égalité économique. L'inégalité ne semble pas y atteindre les proportions stupéfiantes qu'elle a atteintes sous Lénine, Staline, et dans le régime actuel, mais elle est certainement encore très grande. D'autre part, tous les vestiges des classes privilégiées — et nous n'en faisons pas de reproches à Mao, car nous ne sommes pas assez renseignés sur cette question — n'ont pas disparu. Enfin, de nouvelles formes de privilèges se sont installées dans les organismes d'Etat, tout comme en Russie, tout comme il arrive là où l'Etat qui ne crée pas seulement des hiérarchies de caractère politique, mais de caractère économique, domine.

Non : rien à voir avec un processus libérateur et niveleur de la Révolution, avec l'anémie et l'étiolement irréversible de l'appareil juridico-administratif dominant l'immense nation et l'immense population. Il fallait ne pas analyser beaucoup pour espérer le contraire.

Car dès le premier moment, le mouvement des « gardes rouges » est apparu comme une agitation fomentée personnellement par Mao, donc comme une conséquence de l'attitude adoptée par un homme, et réalisée par des jeunes gens de quinze à vingt ans, non par les vraies masses du peuple, des ouvriers, des paysans, des véritables prolétaires. Ceux qui organisaient cette « garde rouge » étaient surtout des étudiants, non des ouvriers d'usine, et leurs slogans n'exigeaient que le retour et le triomphe de la pensée de Mao. Dans ce but, le mouvement des gardes rouges a fermé les écoles primaires et secondaires, les universités, les bibliothèques, ou a expurgé ces dernières, et toutes les librairies de tous les livres qui n'étaient pas ceux de Mao. Ce fut pire que les autodafés de la sainte Inquisition, qui ne détruisirent pas tant (1).

Attendre un progrès de la libération humaine par des gens commençant par de telles actions, impliquait une dose d'optimisme excessive. Car rien ne peut se faire de valable dans le domaine de l'humain si l'on commence par nier les valeurs de l'intelligence et de la liberté de l'esprit.

Puis l'action se déchaîna. Contre des petits et des grands potentats — ce qui permettait à Robert Louzon de dire qu'il s'agissait d'une révolution contre l'Etat —, contre les intellectuels, les professeurs universitaires... Toutefois, ce n'était qu'un début. Car elle s'élargit bien vite aux autorités municipales, détruisant ce qui restait des coutumes communalistes utiles et humaines, s'imposant aux populations locales. Comme les fascistes au début du mussolinisme, les « gardes rouges » pouvaient se déplacer gratuitement et disposer pour leurs voyages de tous les moyens de communication.

Mais les jeunes déchaînés, selon un procédé habituel à de nombreux dictateurs, ne s'arrêtèrent pas là. Ils prétendirent aussi imposer la loi maoïste dans les usines, sur tous les lieux de travail. Et bientôt, les nouvelles qui nous parvenaient faisaient état de combats entre les « gardes rouges » et les forces municipales, ou entre les mêmes « gardes rouges » et les travailleurs qui repoussaient la dictature de ces écervelés qui, pour la plupart, n'avaient jamais travaillé, qui, en tout cas, ne constituaient qu'une espèce de garde prétorienne tumultueuse de Mao Tsé-toung.

Dans cette période une révélation fut faite par Mao lui-même : il avait été évincé du pouvoir par la majorité du Comité central du parti. Depuis des années, il ne gouvernait plus. Des tentatives avaient été faites par certains personnages de l'armée, spécialement Lin Piao, chef d'état-major, pour le réinstaller à son poste dominant, mais elles avaient échoué. Alors Mao n'avait eu d'autre ressource que celle d'en appeler à la jeunesse, toujours prête à l'action tumultueuse, pour combattre, et si possible déloger ses adversaires personnels. C'est pourquoi il était, et ainsi apparaissait-il, le véritable meneur de jeu du mouvement démolisseur des « gardes rouges ». Maturation d'une situation où l'Etat avait dépéri et

---

(1) En agissant ainsi, Mao répétait — ou copiait — ce que Che Huang-ti, de la dynastie des Ts'in, et appelé par les historiens le César chinois, fit, à l'instigation, disent certains, de son ministre Li Tseu, en 213 avant l'ère chrétienne. Il ordonna la destruction de tous les livres classiques et de culture générale, ne permettant l'existence que de ceux parlant de médecine, de divination et d'agriculture. Tout ce qui touchait à la culture générale, y compris la confucienne, y passa. Ce n'est que beaucoup plus tard que ces livres purent reparaître, soit parce que quelques exemplaires avaient été sauvés, soit parce que le texte en avait été conservé de mémoire, parfois par des hommes de 90 ans (ce qui se rapproche curieusement du contenu d'un film admirable, « Farenheit 451 », récemment projeté sur les écrans).

mourait de mort naturelle ? Nullement. Rivalité entre fractions, de gangs, se disputant le pouvoir : rien de plus. Lutte pour la domination et la possession de l'Etat avec, probablement, son renforcement au bout. Situation qu'avaient prévue non seulement les théoriciens de l'anarchisme, mais aussi ceux du syndicalisme révolutionnaire qui, sur ce point, furent toujours d'accord avec les anarchistes.

C'est pourquoi nous vîmes, avec stupéfaction, ou amusement, selon les tempéraments, le président de la République chinoise, le chef d'état-major, les hauts commissaires à la propagande, les chefs suprêmes de ceci ou de cela, d'anciens héros de la Longue Marche, idoles et saints vénérés des communistes chinois, accusés brusquement d'être vendus à la Russie, ou aux U.S.A., d'être des réactionnaires, des instruments du capitalisme, des traîtres de longue date à la révolution chinoise, etc. Tout l'arsenal de calomnies traditionnelles y passa. L'authentique marxisme politique apparaissait dans toute sa hideur.

Il apparaissait aussi dans la pratique dont cette propagande n'était qu'un aspect. Reconnaissons toutefois que, jusqu'à maintenant, il n'a pas été aussi monstrueusement cruel qu'il le fut en U.R.S.S.

Mais il est dangereux de jouer les apprentis sorciers quand on n'a pas derrière soi un appareil policier organiquement constitué comme en avait Staline, et dans un pays aussi vaste et aussi peuplé que la Chine. Car des événements que Mao n'avait pas prévus se produisirent dans une deuxième étape, qui non plus n'avait pas été prévue. Les travailleurs de l'industrie et des campagnes se sont à leur tour lancés dans la lutte, employant des tactiques diverses, selon les régions, les circonstances de temps et de lieu. Ce qui nous est transmis des articles publiés par la presse communiste chinoise (*Le Drapeau Rouge* et *le Quotidien du Peuple* particulièrement, nous les montre se couvrant, dans les débuts, de l'étiquette maoïste, et au nom du maoïsme, nécessaire pour commencer l'action, puis déboulonnant des autorités, des fonctionnaires, des bureaucrates politiques de toute sorte. Revendiquant aussi des augmentations de salaires, des améliorations économiques qui n'avaient rien à voir avec les postulats maoïstes et que Chou En-laï combattit, et combat sous le prétexte éminemment antimarxiste de la primauté du politique sur l'économique... Mais cela ne sembla pas influencer les travailleurs qui continuèrent leur mouvement, déclenchèrent des grèves « maoïstes », locales, régionales, corporatives, intercorporatives tandis que dans les campagnes, les paysans, ou une partie importante des populations paysannes détruisaient nombre de « communes ».

Depuis, ce mouvement s'est étendu. Ce ne sont plus les « gardes rouges » qui le mènent, mais les masses chinoises, ou la partie la plus dynamique d'entre elles, avec l'assentiment plus ou moins passif, plus ou moins actif du reste, et qui profitent de l'occasion pour démolir tout ce qu'elles peuvent de l'appareil totalitaire qui leur a été imposé au nom du socialisme, du communisme et de la dictature du prolétariat... et de la liberté.

Ce que voyant, Mao, qui agit dans la coulisse, et se garde bien de prendre publiquement ses responsabilités pour ne pas perdre la face en cas d'échec, a fait appel à l'armée. Mais l'armée elle-même est divisée, combat ici les maoïstes (dont on ne sait pas toujours quel jeu ils mènent), les appuie là, est neutre ailleurs. Et puis, rien ne nous garantit qu'il n'y a pas, en puissance, parmi les généraux, quelques seigneurs de la guerre comme il y en eut tant.

Mais quelle que soit leur position, elle est certainement amie de l'ordre, et veut avant tout le maintien des prérogatives acquises. Aussi l'armée intervient-elle, dans une certaine mesure. Trop tard, cependant. Les masses démolissent, démolissent, démolissent les structures d'Etat, et vont aussi loin qu'elles le peuvent dans cette entreprise de démolition. Si bien qu'au moment où nous écrivons (fin février), les autorités maoïtes, *le Drapeau Rouge* et autres journaux, Chou En-laï, le Comité central du Parti communiste, tous les ennemis se réconcilient, lancent des appels affolés contre « l'anarchie », le désordre, le chaos, qui se sont étendus, paralysent le travail des usines et empêchent les semailles de printemps. Les maoïstes proclament maintenant qu'il ne faut pas expulser ainsi les fonctionnaires de leur poste, que de ceux-ci cinq pour cent seulement méritaient cette mesure, qu'une bonne partie d'entre eux sont récupérables, que la destruction systématique à laquelle se livre la populaiton est insensée, que ceux qui se sont emparés d'armes doivent les rendre sous peine de châtiments. Des arrestations ont commencé.

Nous ne savons si Mao et sa clique réussiront à reprendre la situation en main, par l'organisation d'un appareil répressif puissant, par les promesses genre « socialisme aux cent fleurs », par la division fomentée entre les révoltés. C'est possible. Toutefois, les masses chinoises ont montré qu'elles avaient plus de nerf que les masses russes, et il se peut qu'elles ne se laissent pas faire facilement. Mais nous avons l'espoir qu'il restera quelque chose de cette insurrection prolongée, et que la clairvoyance de ceux qui, dans de telles situations, deviennent les interprètes de la pensée collective et des sentiments dominants, saura déjouer les manœuvres du pouvoir étatique, du moins dans une certaine mesure.

Que va-t-il advenir ? Personne ne peut le savoir. Mais c'est tout de même une consolation que cette explosion libératrice, même si ses effets ne sont que momentanés. Et il nous semble bien difficile que l'effroyable carcan d'oppression physique, intellectuelle, psychologique, individuelle et collective puisse être reconstitué comme il l'était hier. En tout cas, le peuple chinois a vu que la protestation, la révolte étaient possibles, et payaient. Et bien des armes demeureront cachées, malgré les menaces...

Gaston LEVAL.

Parmi nos LETTRES

Au sujet de la pilule

De François JOUHET (du Vaucluse) :

Le Docteur L.B., malgré qu'il soit à la retraite, doit être bien jeune pour croire qu'il n'existait rien pour la contraception. Médicalement parlant non, mais comme moyen pratique et efficace, il y en avait bien quelques-uns dont, sans doute le plus ancien qui n'avait pas été destiné à cela mais qui était l'un des plus efficaces, la capote anglaise, mais encore bien d'autres moyens destinés aux femmes elles-mêmes et tous les conseils de propreté divers qui ne risquaient pas du tout d'altérer leur santé comme apparemment la fameuse pilule puisque j'ai pu lire que celle-ci les masculinisait en leur faisant pousser de la barbe !

Si le Président de la République d'alors, qui n'avait pas d'enfants et n'aimait que les chats, tenait à ce qu'il y en est beaucoup chez les autres pour faire la fameuse grande guerre (j'en étais et n'en suis pas encore remis) et s'il a fait voter la loi du 19 juillet 1920, c'est qu'il y avait des écrits éducatifs à supprimer et cela n'a pas traîné. G. Hardy et sa compagne, arrêtés et condamnés à 8 ans de prison pour des livres sur les moyens d'éviter la grossesse que je vendais en ce temps là.

Sans doute, le Dr L.B. n'a jamais entendu parler du docteur roumain Bartosec et de son opération la vasectomie. Pour lui non plus cela n'a pas traîné : 8 ans de prison.

Et comme moyen efficace sans dommage on ne peut trouver mieux. J'aurais pu en profiter mais je n'avais pas encore de descendance. Et comme il était dit que l'on pouvait se faire remettre en état après 5 ans, je connais plusieurs de mes cama-

rades qui en ont profité, dont un jeune Espagnol à qui depuis cette opération, plus aucune femme ne résistait.

Aujourd'hui le Planning familial nous indique une adresse en Suisse mais il faut y aller avec quelques billets de mille N.F. Avis aux amateurs.

Aussi je propose que l'on réédite les livres de G. Hardy.

De la révolution sexuelle à celle de la pudeur !

De J. DUPERRAY :

J'espère que notre vieux copain Louzon, chantre enthousiaste, et comme il avait raison, de la Révolution sexuelle (1) ...ne sera pas trop charmé qu'on lui donne comme compléments à ce que peuvent avoir de juste ses vues sur certains aspects égalitaires de la Révolution chinoise, les formules d'un Haut Fonctionnaire français actuel en Chine, ces formules étant ce qu'elles sont.

Car si cela peut aller comme un gant à Haut Fonctionnaire français actuel, d'identifier la victoire de la Révolution à un retour au respect de la vie modeste, austère et pudique (dans un pays où un travailleur peut tout juste se payer un vélo, on sait ce que cela peut vouloir dire), il faudrait quand même savoir si nous, nous nous donnons comme but la libération de la femme et de l'homme par la libération du prolétariat par lui-même, ou si nous visons au renouveau de je ne sais quelle civilisation pré-moyenâgeuse de pères-la-pudeur, de moines trappistes et de « cul bénits » d'un nouveau genre, où toute revendication ouvrière ou instinctive doit passer d'autor, sous l'éteignoir.

Je ne ferai certes pas à Louzon, au nom même de ce qu'il défend, l'injure de l'estimer satisfait du satisfaicit du Haut Fonctionnaire en question.

Surtout, quand je viens de relire son excelent article sur la nécessité et le danger révolutionnaires des prophètes. Bref, à défaut des informations sur la Chine, dont nous n'arrivons même pas à confronter normalement le peu que nous avons, étant donnée l'exiguïté de nos colonnes, nous arrivons tout au plus à nous informer quelque peu sur les idées profondes et étonamment disparates (parfois richement disparates) que nous nous faisons les uns et les autres de la notion même de Révolution, et de la notion même de buts révolutionnaires d'émancipation prolétarienne et humaine. La Révolution de la pudeur arrive à un drôle de moment pour qui connaît par exemple, certaines manifestations d'extraordinaire et tonique audace éducative dans les milieux chrétiens.

Après la grève du 1er février

De G. ESCOUBET, (de Bordeaux), cette lettre adressée à Charbit :

Dis bien au camarade Guilloré qu'il a excellemment bien dépeint la bonzocratie F.O. à la fin de son papier sur la grève du 1er février. J'appartiens à cette baraque et c'est bien ainsi que, dans leur grosse majorité, je les vois. Il est hélas exact que les adhérents importent peu quand à leur nombre et aussi leur avis !...

Pauvre syndicalisme ! Après tout cela, on n'aura aucune honte à se gargariser de « démocratie » et surtout d' « indépendance ». Le syndicalisme « libre » est un drôle de syndicalisme pour qui veut l'examiner d'un peu près. Disons que l'autre ne vaut guère mieux, malheureusement, pour toutes les raisons que nous connaissons bien.

Mais je persiste à croire que la maison syndicale finira par être un jour assainie pour peu que les vrais militants prennent conscience de la gravité de la corruption.

---

(1) Car je continue à penser, contrairement à certains de mes camarades du « Monde Libertaire » qu'une révolution n'est pas forcément une création de la volonté humaine, ou un renversement insurrectionnel de régime. Je pense qu'il y a des révolutions qui se font sans nous dans le processus social et que la « Révolution Sexuelle » est un de ces pans de murs qui tombent.

Témoignage sur l'Algérie

Notre camarade J. TEILHAC nous transmet cette lettre qu'il a reçue d'un ami qui, nous assure-t-il, « a été et restera un ami agissant de l'Algérie des Algérien » :

Sur le plan de la situation algérienne, voici mon point de vue. Si je n'étais pas à... depuis si peu de temps, je chercherais à partir vers d'autres cieux. Non pas que cela aille beaucoup plus mal, mais j'ai de plus en plus l'impression que la présence d'étrangers venus « coopérer » sert surtout à la majorité des Algériens pour ne rien faire, puisque les étrangers sont là et qu'ils font le boulot. D'autant plus que « les Américains nous aideront », n'est-ce pas...

Il faut dire que ce n'est pas l'opinion du gouvernement actuel — pour lequel j'ai quelque estime — mais il n'empêche que la société algérienne en est arrivée à un point de sous-développement moral tel que le gars honnête et qui fait l'effort pour accomplir simplement son travail devient de plus en plus un animal bizarre qui est vite suspecté de noirs desseins.

Les élections communales qui ont eu lieu n'y changeront pas grand-chose, à mon avis. La décentralisation — assez réelle — dans l'autogestion du secteur agricole vient certainement trop tard. L'étatisation du secteur industriel autogéré ne fonctionnarise (au sens péjoratif) que les pauvres types qui avaient tenu bon dans ce secteur parce que, ailleurs, personne ne veut d'eux, les sachants incapables quand ce n'est pas pire.

A..., à ..., les vols accompagnés depuis quelque temps de violences parfois meurtrières se multiplient. Fruits normaux d'une situation sociale, économique et morale qui gangrène tout le pays. Des bandes de gosses commencent à se créer et à devenir un véritable fléau. J'ai grand'peur que la jeunesse actuelle ne soit pire que les parents.

Dans ce marais nauséabond, on rencontre encore quelques fonctionnaires, quelques cadres d'industrie, quelques ouvriers, quelques fellah qui luttent seuls, isolés, sans liens entre eux, pour assurer, chacun où ils sont, un minimum d'efficacité.

Je crois sincèrement que, au-delà de l'inévitable propagande, il y a une action sérieuse du gouvernement actuel pour remettre de l'ordre, agir plus méthodiquement, sanctionner quant il le faut, etc... Bien sûr,, tout ce que dit ce gouvernement n'est pas parole d'évangile, mais il y a une action quotidienne, sans bruit, sans précipitation, pour mieux connaitre les problèmes, pour les voir non seulement sous l'aspect politique (pris ici dans le sens de parti-pris idéologique et d'irrationalité), mais dans leur réalité économique, technique.

A ceux qui critiquent ce qui se fait ici je souhaite bien du plaisir à travailler avec les personnes composant actuellement la société algérienne. Je vous assure, et vous en savez quelque chose, que ce n'est pas facile. Les fellah de la montagne sont les seuls ayant gardé leur équilibre, mais ils ne peuvent être d'aucune utilité parce que dépassés par les problèmes. Ils se renferment sur leurs traditions et se contentent, comme par le passé, de survivre et de procréer. Ceux des villes, tout ceux qui ont un petit air de « civilisés » sont en fait complètement déséquilibrés. Ils n'ont plus les structures traditionnelles pour les soutenir et ils n'ont pas encotre trouvé les nouvelles. Ils sont, comme disait Germaine Tillion, au milieu du gué.

Dans le fond, je crois ne pas être d'accord avec vous en ce sens que vous semblez dire que les petites gens — votre gendarme, etc... — sont capables de transformer cette société archaïque si on leur en laisse la liberté et si on leur en donne les moyens. Eh bien — je vais faire votre désespoir, peut-être — je n'y crois pas. La classe dirigeante actuelle est un produit de la société algérienne actuelle et aucun changement de gouvernement ne changera cette réalité.

L'Algérie s'enfonce un peu plus chaque jour dans la misère (on ferme officielement les écoles, maintenant - cf. le J.O. de la R.A.D.P.) en souhaitant que de Gaulle se décide à revenir, c'est-à-dire se

décide à éviter tout effort à l'Algérie. Ça, c'est la masse des gens. Une minorité se contente de se servir. Quelques isolés se demandent jusqu'à quand ils vont tenir.

Donc tout effort pour remettre de l'ordre est vain, car c'est l'histoire de ces bidonvilles que l'on rase ici et qui se reconstruisent quelques kilomètres plus loin.

Excusez mon style décousu, mais j'ai écrit directement à la machine, d'une traite, et c'est peut-être mieux ainsi. Vous pourrez mieux saisir où j'en suis et comment est la situation ici, selon moi.

Sur la Chine

D'une lettre de Maurice LIME :

En ce qui concerne la Chine, je suis également les événements avec passion, tout en ayant peur de prendre mes désirs pour des réalités.

De toute façon, cette bataille anti-technocratique, la première depuis l'avènement de la technocratie, marquera profondément et positivement l'évolution des régimes pseudo-socialistes, russe et autres.

Quel siècle formidable avons-nous vécu !

Anti-Johnson et anti-Mao ?

De F. MARTINEZ (Ariège), une véhémente protestation contre certains articles qu'il estime être des essais de justification de « la barbarie »... qu'elle soit américaine ou chinoise.

Dans une première lettre qui remonte au début de janvier, il écrit :

Je réponds à votre invitation d'opposer mes arguments à ceux du « rédacteur jugé scandaleux ».

...Une publication qui a la solidité de principes d'ordre moral de « la Révolution Prolétarienne » ne devrait pas servir de tribune pour la défense de la politique de génocide de la Maison Blanche, ni de la nouvelle version du vandalisme stalinien, de la barbarie déchainée par cette meute de chiens enragés qu'on appelle « gardes rouges » aux ordres de Mao Tsé Toung, en lutte pour le pouvoir contre une fraction du parti... Non, ces manifestations de la barbarie américaine ou chinoise, « la R.P. » ne doit pas les revendiquer ! La liberté d'expression doit avoir des limites imposées par soi-même...

A la suite d'une correspondance avec Guilloré, il écrit, le 25 février :

...Oui, je sais que la R.P. n'est pas un journal d'agitation. Je ne prétends pas qu'on doive crier aux barricades. Mais on en est arrivé même à justifier l'invasion de Saint-Domingue par les Marines.. ce qui, à mon avis, n'a rien à voir avec l'internationalisme prolétarien...

Dans la même lettre :

... Aujourd'hui, nous avons suffisamment de données pour pouvoir affirmer que la politique de Mao ressemble à celle de Staline comme une goutte d'eau ressemble à une autre goutte d'eau. Aujourd'hui comme hier, on profite du caractère grégaire du peuple.. pour le lancer contre les « ennemis » qu'on veut exterminer...

...Je n'ai pas la prétention de vous donner une leçon sur la conduite de la revue. D'après moi, celle-ci remplit un vide qu'aucune autre publication n'est en mesure de remplir. Croyez, chers camarades, que dans ces lignes il n'y a la moindre animosité pour personne, mais les plus sincères et fraternels sentiments.

La C.I.A. conduit-elle aussi le bal des Gardes Rouges ?

D'un vieil abonné provençal :

Sous le titre « La C.I.A. conduit le bal », j'ai lu, il y a quelques mois dans la « R.P. » un article qui, bien avant que la presse internationale ne mette ce sujet au premier plan, dénonçait certains agissements de la « Central Intelligence Agency ».

Des informations récentes ont révélé que cette agence qui dirige la politique « secrète » des U.S.A. et qui influence notablement leur politique ouverte, soutenait de ses fonds secrets des organisations nationales et internationales qui présentaient une activité culturelle... ou même syndicale. Ces transferts de fonds s'opéraient parfois par l'intermédiaire de « fondations » apparemment philanthropiques.

Si l'on admet que cela soit vraiment « une révélation », il faut rendre à « la R.P. » la priorité dans cette dénonciation. Cela dit sans entrer dans les questions de personne qui, à l'occasion de cet article, se sont trouvées malheureusement posées. Je n'entends pas reprendre à mon compte l'opinion de l'auteur de l'article sur certaines « incompatibilités » et ajouter encore au malaise qu'il semble avoir ainsi suscité dans « le noyau » de la R.P., et que le lecteur non averti a ressenti confusément. « La R.P. » doit être incoupçonnable, et elle l'est.

Il ne faudrait tout de même pas en arriver, à la suite de cette campagne ouverte maintenant, aux Etats-Unis même, contre la C.I.A., à découvrir sa main partout et à tout propos, à expliquer tout par son intervention occulte, à tomber dans le travers de l'explication policière de l'histoire.

C'est ainsi que « l'Espoir », hebdomadaire de la C.N.T. de Toulouse, intitule son éditorial du 19 février : « La plus audacieuse opération de la C.I.A. ». Quelle est cette audacieuse opération ? Je vous le donne en mille. C'est tout simplement le mouvement des gardes rouges en Chine ! Celui-ci, « apparemment commandé par Mao », serait en fait « mené de main de maître », par les agents de la C.I.A. ! Je vous laisse à penser les déductions que peut tirer le rédacteur de l'organe anarcho-syndicaliste de son « audacieuse » hypothèse !

On aurait presque envie de s'amuser quand on se rappelle que l'auteur de l'article de la R.P. qui dénonçait les entreprises de la C.I.A. se trouvait alors d'accord avec « l'Espoir » de Toulouse, et quand on sait que ce même camarade, justement estimé parmi les collaborateurs de la R.P. est, dans ces colonnes, l'ardent défenseur du mouvement des gardes rouges, exalté par lui comme une authentique révolution prolétarienne !

Scolarité deux fois payée

D'un vieux militant :

Après cinquante ans de « communisme », on ne devrait plus pouvoir s'étonner.

Pourtant ! Il paraît qu'en Tchécoslovaquie, un citoyen voulant quitter la « république populaire » pour s'établir ailleurs doit... rembourser ses frais de scolarité.

Jusqu'ici j'avais toujours cru que l'instruction des enfants était payée par les impôts des parents et des célibataires. En sorte qu'au sortir de l'école, l'enfant ne doit rien à qui que ce soit.

Cependant, là où l'Etat est tout puissant, étant seul patron, il se considère comme propriétaire légitime de la force de travail du citoyen. Si l'on veut l'en priver, il faut indemniser.

(Au reste, si l'on y réfléchit, la Tchécoslovaquie apparaît tout de même plus libérale que la Russie qui, elle, en aucune façon, n'accepte d'être privée de force de travail et ne laisse sortir aucun citoyen.)

L'information dont je parle, je l'ai trouvée dans le Figaro *du 18-2 (article de P. Gaxotte) ; et ça paraît sérieux.*

On aimerait cependant que des camarades de l'Enseignement fassent une petite enquête de vérification.

DEUX CONGRÈS D'ESPERANTO

S.A.T. Amikaro et S.A.T., associations espérantistes se réclamant des doctrines ouvrières et anationalistes, organisent en 1967 deux congrès d'Espéranto :

Le premier aura lieu à Bruxelles du 25 au 27 mars (S.A.T. Amikaro).

Le second (S.A.T.) se tiendra à Malmö (Suède) du 29 juillet au 5 août.

Pour tous renseignements au sujet de ces congrès, ou pour l'étude de l'Espéranto, écrire à S.A.T., 67, avenue Gambetta, Paris (20e).

ZOOM

Le judoka agent secret

Le cinéma nous a habitués à un certain style d'agent secret. Son portrait serait, à peu de choses près, celui-ci : il est plutôt beau garçon, les femmes tombent dans ses bras comme épis à la moisson, il tire vite et bien.

« Ipcress danger immédiat » nous avait déjà changé de ce style. « Mes funérailles à Berlin » de même ; l'agent secret prenait un tour beaucoup plus humain et intelligent. Intermédiaire d'Harry Palmer et d'O.S.S. 117, Marc Saint-Clair-Le Judoka est un héros humain, pacifiste presque, agent secret purement occasionnel. Il n'utilise pas les armes à feu ; ses mains, sa science du Judo, de l'Aïkido et du Karaté lui suffisent pour se défendre. Donc plus de meurtres en série, plus de P.38, ni de Walther P.P.K., crachant le feu à tous les coins de rue. C'est nettement reposant de voir un individu qui tente de sauvegarder la vie de son adversaire et de le neutraliser, plutôt que de l'anéantir.

On peut reprocher une certaine lenteur, due surtout au scénario. Par contre, la mise en scène de Pierre Zimmer mérite l'attention pour sa qualité et de très belles images.

Yvan Chiffre, qui a réglé les bagarres, s'est uniquement servi des Arts Martiaux, donnant une grande unité à l'action et réalisant des bagarres très spectaculaires.

Jean-Claude Bercq, qui interprète le rôle du Judoka, n'est pas un inconnu, nous l'avons déjà vu dans des rôles de « dur », où sa personnalité mettait une note intelligente. Il ne nous déçoit pas et nous fait espérer un avenir sérieux dans le film d'action.

Nous nous trouvons avec « Le Judoka » devant un nouveau style du film d'action, nous ne pouvons que nous en réjouir, ce début est prometteur.

Edouard DUCOURAU

LES PATRONS SE TECHNOCRATISENT

Le Monde (11-3-67) vient de nous annoncer qu'après Schneider en France, Krupp en Allemagne voici que Solvay en Belgique, de maison familiale capitaliste devient société anonyme régie par des technocrates, parmi lesquels prennent évidemment place les descendants de la dynastie.

Ce n'est pas avec les dividendes qu'ils râfleront à présent de la plus-value, mais avec leurs hauts salaires, tout comme leurs commensaux de Russie ; et tout comme ceux-ci ils pourront dire à leurs ouvriers : Voyez, il n'y a plus de lutte de classe, puisqu'il n'y a plus de classe. Nous sommes tous des salariés !

Tu parles !...

Dans cette grande entente des technocrates de l'Est et de l'Ouest, cette nouvelle classe d'exploiteurs, il y a un vilain gêneur, le Mao qui affirme que même dans les pays socialistes la lutte de classe continue ! Et de renvoyer ses technocrates trop arrogants nettoyer les latrines pour leur apprendre à respecter le simple manœuvre.

Mais contre cette marée montante des « intelligences voraces » qui passe par Schneider, Krupp, Solvay, Dynamo de Russie et la General Motors d'Amérique, une révolution par le haut sera sans lendemain si elle n'est pas étayée par un puissant syndicalisme ouvrier qui, seul, peut faire un barrage à l'incessante poussée des appétits antisociaux de ceux qui occupent les postes de commande. — **M.L.**

FREINET EST MORT

Oui, vous l'avez lu dans vos journaux, vos revues.

On a salué le réformateur, le pédagogue dont les techniques ont peu à peu pénétré l'enseignement officiel, parfois en omettant son nom, ce qui lui importait peu, parfois en en ignorant l'esprit, ce qui le chagrinait beaucoup.

Et vous repartez, plein d'espoir et d'énergie. Les suffisance, l'ignorance et la bêtise. Mais, envers et contre tout, Freinet et ses disciples ont tenu bon. Et aujourd'hui, sa pédagogie et les techniques qui lui sont propres ont franchi les frontières et les océans.

Il a bénéficié de l'estime et de l'amitié de grands pédagogues, de grands penseurs, d'artistes renommés, d'hommes de lettres ou de sciences. Avec le dévouement de tous les instants de son incomparable compagne, Elise Freinet, il a essayé de communiquer aux hommes un idéal sans sectarisme, d'une rare ouverture d'esprit sans jamais renoncer au recours à la raison, mais aussi en ayant conscience de ses limites.

Il a créé les outils de sa pédagogie avec le concours dévoué de maîtres d'élite qui sont devenus ses meilleurs continuateurs. (Je dois, à ma confusion, dire que je ne me compte pas parmi ceux-là, quelle que soit mon admiration pour l'homme et sa pédagogie, j'y ai participé de façon trop modeste.) Pour les premiers, il faut venir les voir et les entendre dans les congrès, qui ont lieu chaque année, aux vacances de printemps.

Les Brochures de travail qui devraient figurer dans les bibliothèques scolaires n'ont pas la diffusion qu'elles méritent, non seulement chez les enseignants, mais elles devraient figurer dans les bibliothèques ouvrières, syndicales, dans les familles des militants et des ouvriers. Le style en est simple ; le mot n'est savant que quand il le faut.

J'ai parlé des congrès. Ils rassemblent environ mille enseignants qui y viennent travailler, s'informer, échanger des idées, exposer leur travaux avec simplicité et franchise, dans une incomparable atmosphère de camaraderie. Il en vient de partout, de l'Amérique, du Japon, de la Pologne, de l'Afrique. Ils disent la joie qu'ils ont de travailler selon les techniques Freinet, de voir s'étendre peu à peu le cercle des éducateurs intéressés à leur méthode de pédagogie moderne, qui fait entrer, enfin, la vie — la vraie vie de l'enfant — dans la classe. Et quand le chant des adieux retentit à la dernière séance, dans la grande salle qui contient les congressistes, l'émotion vous monte à la gorge.

Et vous repartez, plein d'espoir et d'énergie. Les syndicats, les partis politiques de « gauche » vont-ils s'intéresser un peu moins superficiellement à cette pédagogie qui est la seule susceptible de former l'homme de la société que nous souhaitons voir naître ?

Je ne dirai pas ce que furent les luttes de Freinet. Elles ont été décrites par Elise Freinet dans *Naissance d'une Pédagogie Populaire* que tout militant devrait lire. Demander aussi la liste des *Brochures de Travail* à C.E.L., Boîte Postale 282, CANNES - 06.

Mais il est un autre aspect de l'œuvre de Freinet beaucoup moins connu. Freinet a d'ailleurs toujours regretté l'indifférence de la plupart des éducateurs envers le problème de la santé de l'enfant qui conditionne la qualité de son travail. Freinet a construit son école. Il y eut même un four où il cuisait le pain complet qu'il faisait avec Elise.

Pourquoi faire son pain ? Eh bien voilà. Freinet, grand blessé de guerre, abandonné par le corps médical, s'est guéri avec le concours d'Elise en utilisant des moyens non conformistes : l'argile pour purifier ses plaies qui suppuraient, et l'alimentation. Et il a tenu. Il a tenu longtemps. Il a tenu de telle façon que des jeunes ne pouvaient fournir autant de travail que lui, bien plus âgé. Mais il a voulu faire bénéficier les élèves de son école de sa propre expérience. A l'école Freinet, on prend le « choc » le matin : on plonge dans la piscine, on ressort aussitôt et on s'enveloppe dans une couverture de laine ; on y devient brûlant. On ne s'enrhume plus, on n'a plus froid de la

journée. La nourriture y est végétarienne. Les « médecins diététiciens » officiels continueront à professer qu'on ne peut vivre sans viande... malgré les démentis aussi cinglants que continuels que les faits leur infligent. D'abord, ne pas nuire aux trusts.

Les enfants que recevaient et reçoit l'Ecole Freinet commencent presque toujours par faire une crise de désintoxication à leur entrée à l'école, ou à leur retour des vacances (Noël, Pâques) : l'organisme, sous l'effet du régime et des pratiques d'hygiène, éprouve la nécessité — et il en a la force — d'éliminer les toxines que lui apporte l'alimentation industrialisée.

Il est regrettable que les syndicats — et les enseignants — se désintéressent de ce mode insidieux de l'exploitation capitaliste. Si le monde ouvrier était mieux informé des falsifications autorisées par la loi, si on lui apprenait à mieux choisir sa nourriture, si on lui apprenait à mieux composer les repas, si on lui inculquait que la maladie n'est pas due à un microbe ou à un virus mais est le châtiment normal de manquements graves aux lois biologiques les plus élémentaires, si on apprenait aux futures mères à se mieux préparer à être mère, si les coopératives s'étaient préoccupées de vendre une alimentation vraiment saine et biologiquement équilibrée au lieu de répartir la production capitaliste à des conditions assez avantageuses pour le porte-monnaie mais pas tellement pour la santé, si on avait fait comprendre que les grandes campagnes de vaccinations (une gigantesque, la plus grande peut-être, escroquerie scientifique) nous oriente vers la dégénérescence biologique (modification du terrain transporté des coordonnées des maladies à microbes vers les coordonnées des maladies à virus, cancers et leucémies) et sont aussi responsables de certaines débilités mentales, si... Eh bien, on aurait compris qu'il est un autre terrain, plus efficace que les discours électoraux, où le combat est nécessaire. Ce combat, Freinet l'avait commencé dès avant la dernière guerre. Il l'a continué jusqu'au bout. Et il a regretté toujours qu'on n'ait pris en considération que la partie de son œuvre qui concernait l'école. Car pour lui, l'éducation n'était pas compartimentée. L'enfant, quand il n'est plus à l'école, continue à vivre. Il faut le faire vivre sainement, lui apprendre à vivre correctement : lisez donc le livre d'Elise Freinet, la *Santé de l'enfant*. Rien n'y est affirmé qui n'ait été vérifié, et pendant de longues années, sur des dizaines d'enfants.

La révolution, ce n'est pas seulement la prise du pouvoir ; c'est aussi la transformation de l'homme.

J'espère qu'il se trouvera parmi vous des syndicalistes comprenant l'importance de cet aspect de son œuvre et qu'ils voudront s'y associer. Sur ce souhait, je termine un article que j'aurais aimé ruminer plus longtemps.

J. ROUX.

A travers les LIVRES

TOUT UBU

Les lecteurs de la « R.P. » qui sont au moins septuagénaires (il y en a de moins en moins, mais ils le sont de plus en plus) peuvent se souvenir d'une pièce intentionnellement grotesque, qui fut jouée avant la guerre, et fit quelque bruit : *Ubu Roi*, d'Alfred Jarry. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire d'être aussi... respectable que je viens de dire. Dans l'après-guerre, la langue journalistique a gardé longtemps quelque empreinte du canular en question. *L'Œuvre* avait reprit à son compte « *la Pompe à Phynances* », qui allait bien dans ces années d'inflation, et, pour signaler les fantaisies de l'Administration, parlait de *M. Ubureau*. Sans parler de la fameuse interjection « Merdre ! » que personne n'oubliait.

De cette fantaisie à succès, le *Livre de poche* a entrepris de publier tout ce qui peut être considéré comme sources et avatars, pour ne pas dire, comme l'éditeur, « prolégomènes et paralipomènes ». Il apparait que l'œuvre, comme tout ce qui l'entoure et précède, a été faite *pour les marionnettes et le guignol* par un jeune lycéen, ami de la loufoquerie. C'était donc un peu fou de la porter au théâtre.

Mais ceci n'est pas la question.

Ce qui nous intéresse, c'est, qu'étant donnée l'époque, l'écrit ne pouvait pas ne pas se ressentir de l'Affaire Dreyfus, qui était partout. Les gens se battaient aux cris de « Vive (ou à bas) l'armée ». Le guignol de Jarry crie « Vive l'armerdre ! »

Une pièce annexe est un petit sketch intitulé « *L'Ile du Diable*, pièce en 3 ans... » (C'est là qu'était tenu au secret Dreyfus, et probablement depuis le temps indiqué.) Le Père Ubu y déchire finalement le prisonnier, cependant qu'il enferme dans une valise un pâle personnage nommé *Ma Conscience*.

Une autre fois, dans une courte revue intitulée *La fête automobile* (c'étaient les débuts de l'auto) le Père Ubu est censé se promener avec un fourneau, un fourneau qui parle (n'importe que imbécile peut faire l'affaire) et c'est évidemment l'occasion de parler littérature, arts, politique.

LE FOURNEAU. — Cette caserne que j'aperçois et ces nombreux guerriers ?

PERE UBU. — Ce sont les défenseurs de la patrie, ceux qui détiennent Picquart.

L.F. — Mais non, il est écrit dessus : Cherche-Midi.

P.U. — A quatorze heures. La montre de l'Etat n'a pas besoin de ce conseil.

L.F. — Mais on dit beaucoup de mal de l'année de cette armée, Père Ubu.

P.U. — Qui a dit ça ?

L.F. — Déroulède, Pellieux, Gonse, Billot, Drumont, Marioni, Xau et autres soldats militaires.

P.U. — On a dû les poursuivre.

L.F. — Eh non, on a poursuivi M. Gohier, qui n'avait dit que la même chose.

P.U. — Mais Urbain Gohier, c'est un nom de pape ou de templier ; cet homme, de par ses ancêtres, mérite le bûcher.

Evidemment comme Dreyfus le méritait, de par les siens... Un peu plus tard, nos deux explorateurs rencontrent *la France*. Excusez du peu !

P.U. — ...Tiens, voici notre amie madame France...

L.F. — Et son fils Anatole, que devient-il ?

P.U. — Il fait des choses merveilleuses et dreyfuse dans un journal antidreyfusard.

J. P.

« Une belle figure vivaroise : ELIE REYNIER »

Nous avons le plaisir d'annoncer l'édition, par voie de souscription, d'une plaquette en hommage à Elie Reynier, professeur pendant trente ans à l'Ecole normale d'instituteurs de Privas, géographe du Vivarais, historien de Privas, militant syndicaliste et pacifiste, homme de science et de bonne volonté.

Rédigé par un groupe d'amis, d'anciens élèves, de collègues, cet hommage se présente sous la forme d'un opuscule de 80 pages, sur beau Velin Offset, illustré d'un dessin de R. Petit-Lorraine et de deux hors-texte, dont un portrait.

Il sera, sans nul doute, favorablement accueilli par les enseignants et dans des milieux ardéchois ou qui, hors de l'Ardèche, lui restent attachés de cœur. Tous ceux, enfin, pour qui le souvenir d'Elie Reynier est demeuré vivant et son absence toujours douloureusement ressentie, seront heureux de retrouver dans ces pages un passé qui leur est cher.

Il n'est pas nécessaire de rappeler qu'Elie Reynier — homme et militant — fut l'ami de Monatte, Dommanget et Gilbert Serret pour ne citer que quelques noms parmi les plus connus.

On peut souscrire, au prix de 12 francs l'exemplaire. S'adresser à : Mlle Simone FRAISSE, boulevard de l'Europe. 07 — Aubenas — C.C.P. Lyon 476.29.

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 1er FEVRIER. — **Grève générale** organisée par la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N.
Bonn et **Bucarest** décident d'établir des relations diplomatiques.
81 **étudiants chinois** quittent Moscou.

JEUDI 2. — **Dassault** décide de fermer ses usines en grève à Bordeaux.
Les universités de **Madrid** et **Barcelone** fermées pour dix jours.

VENDREDI 3. — La cour d'appel de Lyon condamne le casino d'Aix-les-Bains pour renvoi d'un employé militant syndicaliste.
Walter Reuther se retire de la direction de **l'A.F.L. C.I.O.**

SAMEDI 4. — Les **Bruxellois** manifestent contre la « flamandisation » de leur ville.
Femmes et enfants russes quittent **Pékin.**

DIMANCHE 5. — Elections communales en **Algérie**. Deux candidats officiels par circonscription ; 70 % de votants ; quatre Français nationalisés élus.

MARDI 7. — 250 parlementaires britanniques demandent à **l'U.R.S.S.** d'accorder les « droits humains fondamentaux » aux juifs.

MERCREDI 8. — Un quatrième satellite spatial français est lancé de Hammaguir (Algérie).

VENDREDI 10. — Le travail reprend sur les **quais de Marseille** après 24 jours de grève.

SAMEDI 11. — Accord national pour une augmentation de salaires de 6 % dans les **produits chimiques.**
Tunis rompt avec le gouvernement républicain du **Yémen.**

DIMANCHE 12. — Les **marins-pêcheurs** du Finistère reprennent la mer.
6e grève du dimanche dans les **centres téléphoniques.**
Pékin fait état d'engagements à la **frontière sino-russe.**
Makarios accepte de confier à l'O.T.A.N. la solution du problème de **Chypre.**

LUNDI 13. — **Alger** est mécontent de l'aide militaire accordée au Maroc par les U.S.A. pour compenser les livraisons de matériel russe à l'Algérie.
Arrestation à **Madrid** du président de l'Union des étudiants français.

MARDI 14. — Un envoyé du **Pape** est reçu à Varsovie.

MERCREDI 15. — Signature à Paris d'un accord **franco-malien.**
Accord commercial **sino-roumain** signé à Bucarest.
Elections **hollandaises** : recul des principaux partis : catholique et socialiste.

JEUDI 16. — Les **marins-pêcheurs** de Lorient décident de continuer la grève malgré l'accord des syndicats C.G.T. et C.F.D.T.
Le président de **l'U.N.E.F.** est libéré et expulsé d'Espagne.
Les quatre syndicats de **journalistes** s'entendent pour présenter une liste unique à la commission de la carte professionnelle.
A **Djibouti**, des Somalis qui ne peuvent se faire inscrire sur les listes électorales, envahissent le bureau et emportent les dossiers. L'armée rétablit l'ordre.

VENDREDI 17. — **Dassault** veut licencier 22 ouvriers à Bordeaux.
Accord « technique » entre le **Congo** et la Société Générale de Belgique.
La **Somalie** proteste contre les mesures prises par la France en vue du référendum à Djibouti.
Selon Victor Reuther, le C.I.A. finance aussi **l'A.F.L.-C.I.O.**

SAMEDI 18. — Les assistantes sociales s'opposent au décret autorisant les personnes sans formation professionnelle à utiliser leur titre.
Les **pêcheurs de Lorient** reprennent le travail.
R. Oppenheimer, le « père de la bombe atomique », meurt à Princeton, à 62 ans.

SAMEDI 20. — La Jordanie rompt ses relations avec le **Yémen** républicain.
Les gaullistes officiels intentent un procès aux gaullistes dissidents pour usurpation de titre.
A **Alger**, grèves dans les entreprises françaises Philips, Butagaz, Neyrpic.

MARDI 21. — Moscou annonce que les troupes chinoises aux frontières de **Mongolie** ont opéré un recul de 200 km, amenant avec elles les populations.
En **Tunisie**, des étudiants arrêtés sont incorporés dans l'armée.
M. Fonvieille-Alquier, auteur du livre **« Réapprendre l'irrespect »**, est poursuivi pour offense au chef de l'Etat.

MERCREDI 22. — A **Pékin**, le « Quotidien du Peuple » dénonce les excès et le manque de maturité des rebelles qui ont conduit à une anarchie grandissante.
Aux **Asturies**, 4.000 mineurs font grève par solidarité avec 11 ouvriers licenciés.
Chypre reçoit des armes de Tchécoslovaquie, tandis que la Turquie en reçoit de Brême.

JEUDI 23. — Un témoin du meurtre de **Dallas**, le 14e, est trouvé mort à la Nouvelle-Orléans.

VENDREDI 24. — Grève de 38 heures à la S.N.C.F. organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T.
La France accorde au **Congo** un prêt de 100 millions de francs.

SAMEDI 25. — L'**A.F.L.-C.I.O.** remplace Walter Reuther par William Pollock, secrétaire du textile.
Un accord maritime est conclu entre l'**U.R.S.S.** et **l'Espagne.**

LUNDI 27. — La **Jordanie** renoue ses relations avec l'Allemagne fédérale.

MARDI 28. — **Henri Spaak** approuve les Américains au Vietnam.
A **Saigon,** mise à sac du consulat de France par 1.500 manifestants.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE FEVRIER 1967

RECETTES :

Abonnements ordinaires	860,—	
Abonnement de soutien	265,—	
		1.125,—
Souscription		30,—
Vente au numéro		154,50
Total des recettes		1.309,50
En caisse au 1er février 1967		455,13
		1.764,63

DEPENSES :

P. et T.	5,—
Total des dépenses	5,—
En caisse au 28 février 1967	1.759,63
	1.764,63

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

BARDIN (Hauts-de-Seine), 100 ; BOUDET, 30 ; FOLCHET (Loire), 35 ; GAUDIN (Seine-et-Marne), 60 ; MARCADET (Seine), 40. — Total : 265 F.

SOUSCRIPTION

CHASSON (Ardèche), 5 ; DANIEL (Finistère), 10 ; DELBES (Seine), 5 ; SPINETTA, 5 ; JAGAILLE, 5. — Total : 30 F.

∴

N.D.L.R. — Que notre avoir en fin février ne fasse pas illusion. Comme on peut le voir, nous n'avons rien payé à l'imprimeur au cours de ce mois. Ce qui augmente notre dette. Et nos amis qui ont lu l' « entre nous » de ce numéro savent ce qu'il leur reste à faire.

Les Editions Syndicalistes

21, rue Jean-Robert - Paris 18e - C.C.P. 21 764-88 Paris

Notre coopérative vous propose **une sélection de son catalogue :**

J'avais vingt ans, de René MICHAUD .... 15,—
La Presse Quotidienne, Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent, de Nicolas FAUCIER .... 15,—
La Chine, Ses trois millénaires d'histoire, ses cinquante ans de révolution, de Robert LOUZON .... 5,—

Les œuvres des écrivains du prolétariat :

Daniel MOTHE :
Militant chez Renault .... 12,—
Georges NAVEL :
Travaux 4,50
Parcours 7,50
Chacun son royaume (préface de Jean Giono) .... 12,—
Maurice LIME :
Les belles journées (l'épopée ouvrière de 1936) .... 5,—
Métro Place des Fêtes (Le Paris ouvrier des années 60) .. 9,—
Le Maire du Palais (confession d'un technocrate) .... 9,—

Trois scissions syndicales, de Pierre MONATTE 7,20
La grande division des travailleurs, de Maurice LABI 27,75
Moscou sous Lénine, d'Alfred ROSMER .... 6,—
Laïcité, de Jean CORNEC .... 16,—
Les joies et les fruits de la lecture, de Roger HAGNAUER .... 6,—
Maurice DOMMANGET, historien du mouvement social
Histoire du Drapeau rouge (et noir), relié .... 30,—
Histoire du 1er mai 7,50
L'enseignement, l'enfance et la culture sous la Commune .. 8,20
Le Curé Meslier : un curé athée et communiste sous Louis XIV (publié avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique) .... 30,—
Daniel GUERIN :
L'anarchisme, De la doctrine à l'action .... 3,—
Ni dieu, ni maître, Anthologie historique du mouvement anarchiste 43,80

Nota : Ajouter 10 % pour frais d'envoi.

NOS BROCHURES :

Les Syndicats américains, de Maurice LIME .... 3,—
Les Responsabilités actuelles du syndicalisme, par la Table ronde syndicaliste de la Loire .... 2,—
L'actualité de la Charte d'Amiens, de Roger HAGNAUER (préface de Pierre Monatte) .... 1,—
Pour un nouveau manifeste socialiste, de Pierre RIMBERT (préface de Robert Louzon) .... 2,—

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris 12e Le directeur d[illegible]ation : Ferdinand CHARBIT
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.